

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

N° : 200-06-000082-076

DATE : 11 avril 2017

SOUS LA PRÉSIDENCE DE : L'HONORABLE CATHERINE LA ROSA, j.c.s.

COMMUNICATION MÉGA-SAT INC.,

Demanderesse

c.

LG PHILIPS LCD CO., LTD. et LG PHILIPS LCD AMERICA, INC.

et

SAMSUNG ELECTRONICS CO. LTD., et SAMSUNG ELECTRONICS CANADA INC.,

et

HITACHI LTD., HITACHI CANADA LTD., HITACHI AMERICA LTD., HITACHI ELECTRONICS DEVICES (USA) INC. et HITACHI DISPLAYS LTD.

et

SHARP CORPORATION et SHARP ELECTRONICS OF CANADA LTD et SHARP ELECTRONICS CORPORATION

et

TOSHIBA OF CANADA LTD. et TOSHIBA CORPORATION et TOSHIBA AMERICA CORPORATION et TOSHIBA MATSUSHITA DISPLAY TECHNOLOGY CO., LTD.

et

AU OPTRONICS CORPORATION et AU OPTRONICS CORPORATION AMERICA

et

CHI MEI OPTOELECTRONICS USA INC. et CHI MEI OPTOELECTRONICS JAPAN CO., LTD. et CHI MEI OPTOELECTRONICS CORPORATION

et

HANNSTAR DISPLAY CORPORATION.

Défenderesses

JUGEMENT
sur une demande pour obtenir
l'approbation de l'entente conclue avec les entités LG

[1] La demanderesse Communication Méga-Sat inc. requiert l'approbation de l'entente intervenue avec les intimées LG Display Co, Ltd., LG Philips LCD Co, Ltd., LG Display America, inc. et LG Philips LCD America inc. (ci-après « LG ») ;

[2] **CONSIDÉRANT** la demande présentée ce jour pour obtenir l'approbation de l'entente de règlement ;

[3] **CONSIDÉRANT** les éléments de preuve produits au soutien de la demande, notamment :

a) L'Entente LG produite au dossier sous la côte R-53 ;

b) La déclaration sous serment de monsieur Alain Fillion à titre de personne désignée représentant Communication Méga-Sat inc., souscrit le 5 avril 2017 ;

c) La déclaration sous serment de M^e Linda Visser souscrit le 4 avril 2017 et ses annexes A à K;

d) Les pièces produites au dossier de la Cour.

[4] **CONSIDÉRANT** que les Avis ont été diffusés en conformité avec le Plan de publication des Avis approuvé par jugement le 9 décembre 2016, l'Entente et les conditions du jugement ;

[5] **CONSIDÉRANT** qu'aucun Membre n'a fait de représentation au Tribunal concernant le règlement proposé avant la date du 20 mars 2017 ;

[6] **CONSIDÉRANT** que lors des démarches entourant l'approbation des Ententes Chunghwa, Epson et Samsung, le droit de s'exclure de la présente action collective a été proposé aux membres du groupe et au Québec, aucun membre ne s'est exclu ;

[7] **VU** les représentations des procureurs du Groupe du Québec et les représentations des procureurs de LG ;

[8] **VU** que les intimées qui ne règlent pas s'en rapportent à la justice ;

[9] **VU** l'article 590 du *Code de procédure civile*;

[10] **CONSIDÉRANT** que :

a) L'Entente LG concerne des litiges en cours d'instance au Canada;

b) Le règlement proposé est conditionnel à ce que chacun des Tribunaux canadiens, comme défini dans l'Entente, donne leur approbation finale à l'Entente LG.

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[11] **DÉCLARE** que les définitions figurant dans l'Entente LG sont utilisées dans ce jugement et que, par conséquent, elles sont réputées en faire partie intégrante;

[12] **DÉCLARE** que dans l'éventualité d'un conflit entre le présent jugement et l'Entente de règlement, le présent jugement aura préséance;

[13] **DÉCLARE** que l'Entente LG est valable, équitable, raisonnable dans le meilleur intérêt des membres du Groupe de règlement du Québec et constitue une transaction au sens de l'article 2632 du *Code civil du Québec*;

[14] **APPROUVE** l'Entente LG, conformément à l'article 590 du *Code de procédure civile* et **DÉCLARE** qu'elle doit être mise en œuvre selon ses termes, sous réserve des termes de ce jugement ainsi que des jugements rendus par les Tribunaux de l'Ontario et de la Colombie-Britannique dans le cadre des affaires suivantes :

- *Kristopher Gruber V. LG Philips LCD Co. Ltd. et Al., Cour suprême de la Colombie-Britannique, registre de Vancouver, dossier No S-071569; et*
- *The Fanshawe College of Applied Arts and Technology V. LG Philips LCD Co. Ltd. et Al., Cour supérieure de justice de l'Ontario, dossier No 54054CP;*

[15] **DÉCLARE** que l'Entente LG qui est jointe en annexe A à ce jugement dans son intégralité, y compris son préambule, ses définitions, ses appendices et addendas, fait partie intégrante de ce jugement, liant toutes les parties et tous les membres qui y sont décrits;

[16] **ORDONNE** et **DÉCLARE** que ce jugement, y compris l'Entente LG, lie chaque membre du Groupe de règlement du Québec qui ne s'est pas valablement exclu du Groupe;

[17] **ORDONNE** et **DÉCLARE** que chaque Partie donnant quittance / *Releasor* qui ne s'est pas valablement exclue du Groupe a donné quittance et est considérée avoir donné une quittance complète, générale et finale aux Parties quittancées / *Releasees* eu égard aux Réclamations quittancées / *Released Claims*;

[18] **DÉCLARE** que chaque Partie donnant quittance / *Releasor* qui ne s'est pas valablement exclue du Groupe ne pourra directement ou indirectement, au Canada ou ailleurs, pour son propre compte ou pour le compte de tout Groupe ou toute autre personne tenter, continuer, maintenir ou faire valoir toute poursuite, action, cause d'action, réclamation ou demande contre l'une ou l'autre des Parties quittancées / *Releasees* en rapport avec les Réclamations quittancées / *Released Claims* ou toute autre matière y étant liée, à l'exception de la poursuite des procédures contre les Intimées non parties à l'Entente LG ou tout autre coconspirateur désigné dans les procédures;

[19] **ORDONNE** et **DÉCLARE** qu'à l'arrivée de la Date d'entrée en vigueur / *Effective Date* chaque Partie quittancée / *Releasees* aura donné quittance et sera réputée, de manière concluante, avoir donné quittance complète et pour toujours à chacune des autres Parties quittancées / *Releasees* à l'égard de toutes les réclamations pour contribution et dédommagement eu égard aux Réclamations quittancées / *Released Claims*;

[20] **DÉCLARE** que par l'Entente LG, la demanderesse et les membres du Groupe de règlement du Québec renoncent expressément aux bénéfices de la solidarité envers les Intimées qui ne participent pas à l'Entente LG, eu égard aux faits et gestes de LG;

[21] **DÉCLARE** que la demanderesse et les membres du Groupe de règlement du Québec ne pourront dorénavant réclamer et obtenir que les dommages, y incluant les dommages punitifs, attribuables aux ventes et agissements des Intimées qui ne participent pas à l'Entente LG;

[22] **DÉCLARE** que tout recours en garantie ou autre mise en cause pour obtenir une contribution ou une indemnité de LG, ou se rapportant aux Réclamations quittancées / *Released Claims* est irrecevable et non avenu dans le cadre des procédures;

[23] **DÉCLARE** que les droits des Intimées non parties à l'Entente LG d'interroger l'Intimée LG seront régis par les règles du *Code de procédure civile*;

[24] **DÉCLARE** que les Intimées non parties à l'Entente LG pourront valablement signifier toute procédure pouvant être requise pour faire valoir les droits aux paragraphes qui précèdent à LG en signifiant telle procédure aux procureurs *ad litem* de cette Partie, comme il est identifié dans ce jugement;

[25] **DÉCLARE** que cette Cour conservera un rôle de surveillance continue aux fins d'exécution de ce jugement et **CONSTATE** que les Intimées parties à l'Entente LG reconnaissent la compétence de cette Cour à ces fins;

[26] **ORDONNE** que toute somme composant le Fonds de l'Entente / *Settlement Amount* soit détenue en fidéicommiss par les procureurs du Groupe de l'Ontario au bénéfice du Groupe partie à l'Entente LG, jusqu'à ce qu'un jugement soit rendu par cette Cour, à la suite de la présentation d'une demande présentée à cet effet, après avoir été notifiée aux Intimées;

[27] **DÉCLARE** que les Parties quittancées / *Releasees* n'ont aucune responsabilité ni implication quant à l'administration de l'Entente LG y compris dans la gestion, le placement ou la distribution de la somme composant le Fonds de l'Entente / *Settlement Amount*;

[28] **DÉCLARE** que rien dans ce jugement ne peut lier les Intimées qui ne sont pas parties à l'Entente LG ni avoir effet de chose jugée à leur égard ou autrement affecter leurs droits, incluant leur droit de contester au fond l'application des critères de l'article 575 du *Code de procédure civile du Québec*;


[29] **DÉCLARE** que l'approbation de l'Entente LG est sous réserve de l'approbation de l'Entente par les Cours de l'Ontario et de la Colombie-Britannique et que le jugement ne serait effectif qu'au moment où les Cours de l'Ontario et de la Colombie-Britannique auront approuvé l'Entente LG;

[30] **DÉCLARE** que le présent jugement ne sera effectif qu'au moment où l'action de la Colombie-Britannique et celle de l'Ontario auront été rejetées avec préjudice et sans frais. Si aucun jugement en ce sens n'est obtenu en Ontario et en Colombie-Britannique, le présent jugement devra être déclaré nul, non avenue et sans préjudice du droit des Parties de procéder avec la présente action. Toute Entente entre les Parties comprise dans le présent jugement devra être déclarée être faite sans préjudice;

[31] **DÉCLARE** que le présent jugement devra être déclaré nul et non avenue, suivant une demande déposée à cet effet, dans l'éventualité où l'Entente LG est résiliée suivant ses termes;

[32] **DÉCLARE** réglé hors Cour le recours à l'encontre des Parties quittancées /
Releasees;

[33] **SANS FRAIS de justice.**


CATHERINE LA ROSA, j.c.s.

Me Brian A. Garneau
Me Maxime L. Blanchard
Bouchard Pagé Tremblay (casier 100)

Avocats de la demanderesse

Me Pierre Y. Lefebvre
Fasken Martineau Dumoulin
C.P. 242, Tour de la Bourse
800 place Victoria, bureau 3700
Montréal QC H4Z 1E9

Avocats de Toshiba

M^e Matthew Angelus
Stikeman Elliott s.e.n.c.r.l., s.r.l.
1155 boulevard René-Lévesque Ouest, 40^e étage, bureau 4000
Montréal (Québec) H3B 3V2

Avocats des entités LG

Me Joëlle Boisvert
Gowling WLG s.e.n.c.r.l., s.r.l.
1 place Ville-Marie, bur. 3700
Montréal (Québec) H3B 3P4

Avocats de HannStar Display corporation

Me Neil A. Peden
Woods, s.e.n.c.r.l.
2000, avenue McGill Collège, bureau 1700
Montréal (Québec) H3A 3H3

Avocats de Au Optronics Corporation

Me Francis Rouleau
Blake Cassels & Graydon
1, place Ville-Marie, bureau 3000
Montréal (Québec) H3B 4N8
Avocats de Samsung

M^e Marie-Hélène Caron
Me Kateri-Anne Grenier
Norton Rose Fulbright
2828, boul. Lauier, bur. 1500
Montréal QC G1V 0B9
Avocats de Sharp

Me Benoît G. Bourgon
Robinson Sheppard Shapiro
4600-800, rue du Square-Victoria
Montréal QC H4Z 1H6
Avocats de Hitachi

Me Nick Rodrigo
Davies Ward Phillips & Vineberg
1501 avenue McGill Collège, 26^e étage
Montréal QC H3A 3N9
Avocats de Chi Mei Optoelectronics

Me Frikia Belogbi
Fonds d'aide aux recours collectifs
1, rue Notre-Dame Est, bur. 1030
Montréal QC H2Y 1B6
Avocats du Fonds d'aide

Date d'audience : 11 avril 2017

Annexe A

**CANADIAN LCD PANELS CLASS ACTION
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT**

Made as of November 3, 2016

Between

**THE FANSHAWE COLLEGE OF APPLIED ARTS AND TECHNOLOGY,
COMMUNICATION MEGA-SAT INC., and KRISTOPHER GRUBER**
(the "Plaintiffs")

and

**LG DISPLAY CO., LTD., LG PHILIPS LCD CO., LTD., LG DISPLAY AMERICA, INC.
and LG PHILIPS LCD AMERICA, INC.**

(the "Settling Defendants")

**CANADIAN LCD PANELS CLASS ACTION
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT**

TABLE OF CONTENTS

RECITALS	1
SECTION 1 - DEFINITIONS	4
SECTION 2 - SETTLEMENT APPROVAL	10
2.1 Best Efforts	10
2.2 Motions Seeking Approval of Notice and Certification or Authorization.....	10
2.3 Motions Seeking Approval of the Settlement.....	10
2.4 Pre-Motion Confidentiality.....	11
SECTION 3 - SETTLEMENT BENEFITS	11
3.1 Payment of Settlement Amount.....	11
3.2 Taxes and Interest	12
3.3 Intervention in the U.S. Litigation	13
SECTION 4 - COOPERATION	13
4.1 Extent of Cooperation	13
4.2 Limits on Use of Documents	16
SECTION 5 - DISTRIBUTION OF THE SETTLEMENT AMOUNT AND ACCRUED INTEREST	18
5.1 Distribution Protocol.....	18
5.2 No Responsibility for Administration or Fees	18
SECTION 6 - TERMINATION OF SETTLEMENT AGREEMENT	18
6.1 Right of Termination.....	18
6.2 If Settlement Agreement is Terminated.....	19
6.3 Allocation of Settlement Amount Following Termination.....	20
6.4 Survival of Provisions After Termination.....	21
SECTION 7 - RELEASES AND DISMISSALS	21
7.1 Release of Releasees	21
7.2 Covenant Not To Sue.....	21
7.3 No Further Claims.....	21
7.4 Dismissal of the Proceedings.....	22
7.5 Dismissal of Other Actions.....	22
7.6 Material Term	22
SECTION 8 - BAR ORDER, WAIVER OF SOLIDARITY ORDER AND OTHER CLAIMS	23
8.1 Ontario and British Columbia Bar Order.....	23
8.2 Quebec Waiver or Renunciation of Solidarity Order	26

8.3	Claims Against Other Entities Reserved.....	26
SECTION 9 - EFFECT OF SETTLEMENT		27
9.1	No Admission of Liability	27
9.2	Agreement Not Evidence.....	27
9.3	No Further Litigation	27
SECTION 10 - CERTIFICATION OR AUTHORIZATION FOR SETTLEMENT ONLY		28
SECTION 11 - NOTICE TO SETTLEMENT CLASSES		28
11.1	Notices Required.....	28
11.2	Form and Distribution of Notices	29
SECTION 12 - ADMINISTRATION AND IMPLEMENTATION		29
12.1	Mechanics of Administration.....	29
12.2	Information and Assistance.....	29
SECTION 13 - CLASS COUNSEL FEES AND ADMINISTRATION EXPENSES		31
SECTION 14 - MISCELLANEOUS		31
14.1	Motions for Directions.....	31
14.2	Releasees Have No Liability for Administration.....	32
14.3	Headings, etc.....	32
14.4	Computation of Time.....	32
14.5	Ongoing Jurisdiction.....	32
14.6	Governing Law	33
14.7	Entire Agreement	33
14.8	Amendments	33
14.9	Binding Effect.....	34
14.10	Counterparts.....	34
14.11	Negotiated Agreement	34
14.12	Language.....	34
14.13	Transaction.....	35
14.14	Recitals.....	35
14.15	Schedules	35
14.16	Acknowledgements.....	35
14.17	Authorized Signatures.....	36
14.18	Notice.....	36
14.19	Date of Execution	37
SCHEDULE "A".....		38
SCHEDULE "B".....		41
SCHEDULE "C".....		44
SCHEDULE "D".....		47
SCHEDULE "E".....		50

SCHEDULE "F"	58
SCHEDULE "G"	65

**CANADIAN LCD CLASS ACTION
NATIONAL SETTLEMENT AGREEMENT**

RECITALS

A. WHEREAS Proceedings have been commenced by the Plaintiffs in British Columbia, Quebec and Ontario which allege that the Settling Defendants participated in an unlawful conspiracy to raise, fix, maintain or stabilize the price of LCD Products in Canada and/or to allocate markets and customers for the sale of LCD Products in Canada, contrary to Part VI of the *Competition Act* and the common law and/or the civil law;

B. WHEREAS the Plaintiffs have amended their claims to limit the allegations in the Proceedings to those relating only to LCD Large Screen Products;

C. WHEREAS the Ontario Action was certified as a class proceeding under the Ontario *Class Proceedings Act* pursuant to the Ontario Certification Order dated October 21, 2011 with respect to a class defined as follows:

All persons in Canada (excluding defendants and their respective parents, employees, subsidiaries, affiliates, officers and directors) who purchased LCD Panels* or LCD Products** directly from a defendant or any entity affiliated with a defendant, an Original Equipment Manufacturer*** or a Distributor**** in Canada between January 1, 1998 and December 11, 2006.

*LCD Panels means liquid crystal display panels that are 10 inches or larger, measured diagonally.

**LCD Products means televisions, computer monitors and laptops containing LCD Panels.

***Original Equipment Manufacturer means any of the following entities or any company affiliated with any of the following entities: Acer Inc. (including the Gateway brand), Apple Canada Inc., Compaq Computer Corporation, Dell Corporation, Fujitsu Limited, Hewlett-Packard Development Company, L.P., IBM Corporation, JVC Canada, LG Electronics, Lenovo Group Limited, Mitsubishi Electric Corporation, Panasonic Corporation, Koninklijke Philips Electronics N.V., Polaroid Corporation, Prima Technology Inc., Proview Technology Inc., TTE Corporation (including the RCA brand), Sony of Canada Ltd., Stealth

Computer Corporation, ViewSonic Corporation and Westinghouse Digital Electronics.

****Distributor means any of the following entities or any company affiliated with any of the following entities: ALC Micro, Computer Distributors of Canada, Comtronic Computer Inc., D&H Distributing Co., Eprom Inc., Funai Electric Co., Ltd., Ingram Micro Inc., Pro-Data Inc., Supercom, Synnex Canada Limited, Tech Data Canada Corporation and TTX Canada.

D. WHEREAS the Non-Settling Defendants and Settling Defendants in the Ontario Action sought and were granted leave to appeal the Ontario Certification Order to the Ontario Divisional Court, which appeal was denied by decision dated December 24, 2015;

E. WHEREAS the BC and Quebec Actions have not yet proceeded to certification and authorization motions with respect to the Settling Defendants;

F. WHEREAS the putative Settlement Class Members were permitted an opportunity to opt-out and one Person validly and timely exercised the right to opt-out;

G. WHEREAS the Settling Defendants do not admit, through the execution of this Settlement Agreement or otherwise, any allegation of unlawful or wrongful conduct alleged in the Proceedings or otherwise;

H. WHEREAS the Plaintiffs, Class Counsel and the Settling Defendants agree that neither this Settlement Agreement nor any statement made in the negotiation thereof shall be deemed or construed to be an admission by or evidence against the Releasees or evidence of the truth of any of the Plaintiffs' allegations against the Releasees, which allegations are expressly denied by the Settling Defendants;

I. WHEREAS the Settling Defendants are entering into this Settlement Agreement in order to achieve a final and nation-wide resolution of all claims asserted or which could have been asserted against the Releasees by the Plaintiffs and the Settlement Class in the Proceedings, and to avoid further expense, inconvenience and the distraction of burdensome and protracted litigation;

J. WHEREAS the Settling Defendants do not hereby attorn to the jurisdiction of the Courts or any other court or tribunal in respect of any civil, criminal or administrative process except to the extent they have previously done so in the Proceedings and as expressly provided in this Settlement Agreement with respect to the Proceedings;

K. WHEREAS Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel have engaged in extensive arm's-length settlement discussions and negotiations, resulting in this Settlement Agreement relating to Canada;

L. WHEREAS as a result of these settlement discussions and negotiations, the Settling Defendants and the Plaintiffs have entered into this Settlement Agreement, which embodies all of the terms and conditions of the settlement between the Settling Defendants and the Plaintiffs, both individually and on behalf of the classes they represent and seek to represent, subject to approval of the Courts;

M. WHEREAS the Plaintiffs and Class Counsel have reviewed and fully understand the terms of this Settlement Agreement and, based on their analyses of the facts and law applicable to the Plaintiffs' claims, having regard to the burdens and expense in prosecuting the Proceedings, including the risks and uncertainties associated with trials and appeals, and having regard to the value of the Settlement Agreement, the Plaintiffs and Class Counsel have concluded that this Settlement Agreement is fair, reasonable and in the best interests of the Plaintiffs and the classes they represent and seek to represent;

N. WHEREAS the Parties therefore wish to and hereby do finally resolve on a national basis, without admission of liability, all of the Proceedings as against the Settling Defendants;

O. WHEREAS while the Ontario Action was previously certified as a class proceeding under the Ontario *Class Proceedings Act* on a contested basis, and while the BC Action and the Ontario Action were certified on a consent basis as against the Settled Defendants for the purposes of settlement only and the Quebec Action was authorized on a consent basis as against the Settled Defendants, the Parties now consent to certification or authorization of the Proceedings as class proceedings and to the Settlement Classes and a Common Issue in respect of each of the Proceedings solely for the purposes of implementing this Settlement Agreement in

a coordinated and consistent manner across Canada and contingent on approvals by the Courts as provided for in this Settlement Agreement, on the express understanding that such certification or authorization shall not derogate from the rights of the Ontario Plaintiff as against the Non-Settling Defendants under the Ontario Certification Order or from the respective rights of the Parties in the event that this Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason; and

P. WHEREAS the Plaintiffs assert that they are adequate class representatives for the Settlement Classes and will seek to be appointed representative plaintiffs for the Settlement Classes in their respective Proceedings;

NOW THEREFORE, in consideration of the covenants, agreements and releases set forth and for other good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which are acknowledged, it is agreed by the Parties that the Proceedings be settled and dismissed with prejudice as to the Settling Defendants only, without costs as to the Plaintiffs, the classes they represent and seek to represent or the Settling Defendants, subject to the approval of the Courts, on the following terms and conditions:

Section 1 - Definitions

For the purposes of this Settlement Agreement only, including the Recitals and Schedules hereto:

- (1) ***Administration Expenses*** means all fees, disbursements, expenses, costs, taxes and any other amounts incurred or payable by the Plaintiffs, Class Counsel or otherwise for the approval, implementation and operation of this Settlement Agreement, including the costs of notices and claims administration but excluding Class Counsel Fees.
- (2) ***BC Action*** means the BC Action as defined in Schedule A.
- (3) ***BC Counsel*** means Camp Fiorante Matthews Mogerman.
- (4) ***BC Court*** means the Supreme Court of British Columbia.

- (5) **Claims Administrator** means the firm proposed by Class Counsel and appointed by the Courts to administer the Settlement Amount in accordance with the provisions of this Settlement Agreement and the Distribution Protocol as approved by the Courts, and any employees of such firm.
- (6) **Class Counsel** means Ontario Counsel, Quebec Counsel and BC Counsel.
- (7) **Class Counsel Fees** include the fees, disbursements, costs, interest, and/or charges of Class Counsel, and any GST, HST and other applicable taxes or charges thereon, including any amounts payable by Class Counsel or the Settlement Class Members to any other body or person, including the Fonds d'aide aux actions collectives in Quebec as a result of this Settlement Agreement.
- (8) **Class Period** means January 1, 1998 to December 11, 2006.
- (9) **Common Issue** means: Did the Settling Defendants conspire to fix, raise, maintain or stabilize the prices of, or allocate markets and customers for, LCD Large Screen Panels in Canada during the Class Period?
- (10) **Counsel for the Settling Defendants** means Stikeman Elliott LLP.
- (11) **Courts** means the Ontario Court, the Quebec Court and the BC Court.
- (12) **Date of Execution** means the date on the cover page as of which the Parties have executed this Settlement Agreement.
- (13) **Defendants** means the entities named as defendants in any of the Proceedings as set out in Schedule A, and any persons added as defendants in the Proceedings in the future. For greater certainty, Defendants includes the Settling Defendants and the Settled Defendants.
- (14) **Distribution Protocol** means the plan for distributing the Settlement Amount and accrued interest, in whole or in part, as established by Class Counsel and approved by the Courts.
- (15) **Effective Date** means the date when Final Orders have been received from all Courts approving this Settlement Agreement.

- (16) **Excluded Person** means each Defendant, the directors and officers of each Defendant, the subsidiaries or affiliates of each Defendant, the entities in which each Defendant or any of that Defendant's subsidiaries or affiliates have a controlling interest and the legal representatives, heirs, successors and assigns of each of the foregoing, and those Persons who validly and timely opted out of the Proceedings in accordance with the orders of the applicable Court.
- (17) **Final Order** means the later of a final judgment entered by a Court approving this Settlement Agreement, once the time to appeal such judgment has expired without any appeal being taken, if an appeal lies, or once there has been affirmation of the certification or authorization of a Proceeding as a class proceeding and the approval of this Settlement Agreement upon the final disposition of all appeals.
- (18) **LCD Panels** means liquid crystal display panels or screens of any size.
- (19) **LCD Products** means LCD Panels and products containing LCD Panels.
- (20) **LCD Large Screen Panels** means LCD Panels that are 10 inches or larger, measured diagonally.
- (21) **LCD Large Screen Products** means LCD Large Screen Panels and televisions, computer monitors and laptops containing LCD Large Screen Panels.
- (22) **Non-Settling Defendant** means any Defendant that is not a Releasee or a Settled Defendant, and includes any Defendant that terminates its own settlement agreement in accordance with its terms or whose settlement otherwise fails to take effect for any reason, whether or not such settlement agreement is in existence at the Date of Execution.
- (23) **Ontario Action** means the Ontario Action as defined in Schedule A.
- (24) **Ontario Certification Order** means the order of the Ontario Court dated October 21, 2011 in respect of the certification of the Ontario Action under the Ontario *Class Proceedings Act*.
- (25) **Ontario Class Proceedings Act** means the *Class Proceedings Act, 1992*, S.O. 1992, c. 6, as amended, S.O. 2006, c. 19.

- (26) **Ontario Counsel** means Siskinds LLP.
- (27) **Ontario Court** means the Ontario Superior Court of Justice.
- (28) **Other Actions** means actions or proceedings, excluding the Proceedings, relating to Released Claims commenced by a Settlement Class Member either before or after the Effective Date.
- (29) **Parties** means the Settling Defendants, the Plaintiffs, and, where necessary, the Settlement Class Members.
- (30) **Person** means an individual, corporation, partnership, limited partnership, limited liability company, association, joint stock company, estate, legal representative, trust, trustee, executor, beneficiary, unincorporated association, government or any political subdivision or agency thereof, and any other business or legal entity and their heirs, predecessors, successors, representatives, or assignees.
- (31) **Plaintiffs** means the individuals and entities named as plaintiffs in the Proceedings as set out in Schedule A.
- (32) **Proceedings** means the BC Action, the Quebec Action, and the Ontario Action as defined in Schedule A.
- (33) **Proportionate Liability** means the proportion of any judgment that, had the Settling Defendants not settled, a Court would have apportioned to the Releasees.
- (34) **Purchase Price** means the sale price paid by Settlement Class Members for LCD Large Screen Products purchased during the Class Period, less any rebates, delivery or shipping charges, taxes and any other form of discounts.
- (35) **Quebec Action** means the Quebec Action as defined in Schedule A.
- (36) **Quebec Counsel** means Bouchard Pagé Tremblay, AVOCATS s.e.n.c.
- (37) **Quebec Court** means the Superior Court of Quebec.

(38) **Released Claims** means any and all manner of claims, demands, actions, suits, causes of action, whether class, individual or otherwise in nature, whether personal or subrogated, damages of any kind (including compensatory, punitive or other damages) whenever incurred, liabilities of any nature whatsoever, including interest, costs, expenses, class administration expenses (including Administration Expenses), penalties, disgorgement, restitution, and lawyers' fees (including Class Counsel Fees), known or unknown, suspected or unsuspected, actual or contingent, and liquidated or unliquidated, in law, under statute or in equity, relating in any way to any conduct anywhere, from the beginning of time to the date hereof, in respect of the purchase, sale, pricing, discounting, marketing or distributing of LCD Products in Canada or relating to any conduct alleged (or which was previously or could have been alleged) in the Proceedings including, without limitation, any such claims which have been asserted or could have been asserted, directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, in respect of the purchase, sale, pricing, discounting, marketing or distributing of LCD Products in Canada, including, without limitation, any claims for consequential, subsequent or follow-on harm that arises after the date hereof in respect of any agreement, combination or conduct that occurred prior to the date hereof. However, nothing herein shall be construed to release any claims that are not related to an alleged unlawful conspiracy or other unlawful agreement or combination, including any claims related to or arising from any alleged product defect, breach of contract, or similar claim between the Parties related to LCD Products.

(39) **Releasees** means, jointly and severally, individually and collectively, the Settling Defendants and all of their present, future and former, direct and indirect, parents, subsidiaries, divisions, affiliates, partners, insurers, and all other Persons, partnerships or corporations with whom any of the former have been, or are now, affiliated, and all of their respective past, present and future officers, directors, employees, agents, shareholders, attorneys, trustees, servants and representatives, and the predecessors, successors, purchasers, heirs, executors, administrators and assigns of each of the foregoing, excluding always the Non-Settling Defendants.

(40) **Releasors** means, jointly and severally, individually and collectively, the Plaintiffs and the Settlement Class Members and their respective parents, subsidiaries, affiliates, predecessors, successors, heirs, executors, administrators, insurers and assigns.

(41) **Settled Defendants** means:

- (a) Chunghwa Picture Tubes, Ltd., Imaging Devices Corporation (formerly known as Sanyo Epson Imaging Devices Corporation), Samsung Electronics Co. Ltd., Samsung Electronics Canada Inc., Innolux Corporation (successor to Chi Mei Optoelectronics Corporation), Japan Display Inc. (successor to Hitachi Displays, Ltd.) on its behalf and on behalf of Hitachi Ltd., Hitachi Canada, Ltd., Hitachi America Ltd. Hitachi Electronics Devices (USA) Inc.,
- (b) Toshiba Corporation on behalf of itself and Toshiba Mobile Display Co., Ltd. (formerly known as Toshiba Matsushita Display Technology Co. Ltd. and subsequently known as Japan Display Central Inc. and now part of Japan Display Inc.), Toshiba America Inc. (incorrectly named as Toshiba America Corporation), Toshiba of Canada Limited, AU Optronics Corporation and AU Optronics Corporation America, provided their settlement agreements are finally approved by the Courts; and
- (c) any Defendant that executes its own settlement agreement after the execution of this Settlement Agreement, which settlement agreement is finally approved by the necessary Courts.

(42) **Settlement Agreement** means this agreement, including the recitals and schedules.

(43) **Settlement Amount** means CDN\$21,200,000.

(44) **Settlement Class** means, in respect of each Proceeding, the settlement class defined in Schedule A.

(45) **Settlement Class Member** means a member of a Settlement Class.

(46) **Settling Defendants** means LG Display Co., Ltd., LG Philips LCD Co., Ltd., LG Display America, Inc. and LG Philips LCD America, Inc.

(47) **Trust Account** means a guaranteed investment vehicle, liquid money market account or equivalent security with a rating equivalent to or better than that of a Canadian Schedule I bank (a bank listed in Schedule I of the *Bank Act*, S.C. 1991, c. 46) held at a Canadian financial institution under the control of Ontario Counsel or the Claims Administrator, once appointed, for the benefit of the Settlement Class Members, as provided for in this Settlement Agreement.

(48) **U.S. Litigation** means the class action proceedings litigated in the United States District Court for the Northern District of California, under the caption *In re: TFT-LCD (Flat Panel) Antitrust Litigation*, 3:07-md-1827, and includes all actions transferred by the Judicial Panel for Multidistrict Litigation for coordination, all actions pending such transfer, and all actions that may be transferred in the future.

Section 2 - Settlement Approval

2.1 Best Efforts

(1) The Parties shall use their best efforts to effectuate this settlement and to secure the prompt, complete and final dismissal with prejudice of the Proceedings as against the Settling Defendants.

2.2 Motions Seeking Approval of Notice and Certification or Authorization

(1) The Plaintiffs shall bring motions before the Courts, as soon as practicable after the Date of Execution, for orders approving the notices described in Section 11.1(1) and certifying or authorizing each of the Proceedings commenced in their respective jurisdictions as a class proceeding as against the Settling Defendants (for settlement purposes only).

(2) The orders approving the notices described in Section 11.1(1) and certifying or authorizing the Proceedings for settlement purposes shall be substantially in the form attached as Schedules B through D.

2.3 Motions Seeking Approval of the Settlement

(1) The Plaintiffs shall bring motions before the Courts for orders approving this Settlement Agreement as soon as practicable after:

- (a) the orders referred to in Section 2.2(2) have been granted;
- (b) the notices described in Section 11.1(1) have been published; and
- (c) the deadline for objecting to the Settlement Agreement has expired.

(2) The orders approving this Settlement Agreement shall be substantially in the form attached as Schedule E through G.

(3) The Plaintiffs can elect to request that the Courts hold joint hearings seeking certification or authorization and approval of this Settlement Agreement pursuant to the Canadian Bar Association's Canadian Judicial Protocol for the Management of Multijurisdictional Class Actions. The Settling Defendants will not oppose any such request.

(4) This Settlement Agreement shall only become final on the Effective Date.

2.4 Pre-Motion Confidentiality

(1) Until the first of the motions required by Section 2.2 is brought, the Parties shall keep all of the terms of the Settlement Agreement confidential and shall not disclose them without the prior consent of Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel, as the case may be, except as required for the purposes of financial reporting or the preparation of financial records (including tax returns and financial statements), as necessary to give effect to the terms of the Settlement Agreement, or as otherwise required by law.

Section 3 - Settlement Benefits

3.1 Payment of Settlement Amount

(1) Within thirty (30) business days of the Date of Execution, the Settling Defendants shall pay the Settlement Amount to Ontario Counsel for deposit into the Trust Account to be held for the benefit of Settlement Class Members.

(2) Payment of the Settlement Amount shall be made by wire transfer. Prior to the Settlement Amount becoming due, Ontario Counsel will provide, in writing, the following information necessary to complete the wire transfers: name of bank, address of bank, ABA number, SWIFT number, name of beneficiary, beneficiary's bank account number, beneficiary's address, and bank contact details.

(3) The Settlement Amount and other consideration to be provided in accordance with the terms of this Settlement Agreement shall be provided in full satisfaction of the Released Claims against the Releasees.

(4) The Settlement Amount shall be all-inclusive.

(5) The Releasees shall have no obligation to pay any amount in addition to the Settlement Amount, for any reason, pursuant to or in furtherance of this Settlement Agreement or the Proceedings.

(6) Once a Claims Administrator has been appointed, Ontario Counsel shall transfer control of the Trust Account to the Claims Administrator.

(7) Ontario Counsel and the Claims Administrator shall maintain the Trust Account as provided for in this Settlement Agreement.

(8) Ontario Counsel and the Claims Administrator shall not pay out all or any part of the monies in the Trust Account, except in accordance with this Settlement Agreement, or in accordance with an order of the Courts obtained after notice to the Parties.

3.2 Taxes and Interest

(1) Except as hereinafter provided, all interest earned on the Settlement Amount in the Trust Account shall accrue to the benefit of the Settlement Classes and shall become and remain part of the Trust Account.

(2) All taxes payable on any interest which accrues on the Settlement Amount in the Trust Account or otherwise in relation to the Settlement Amount shall be paid from the Trust Account.

(3) Subject to Section 3.2(5), Ontario Counsel or the Claims Administrator, as appropriate, shall be solely responsible to fulfill all tax reporting and payment requirements arising from the Settlement Amount in the Trust Account, including any obligation to report taxable income and make tax payments. All taxes (including interest and penalties) due with respect to the income earned by the Settlement Amount shall be paid from the Trust Account.

(4) Subject to Section 3.2(5), the Settling Defendants shall have no responsibility to make any filings relating to the Trust Account and will have no responsibility to pay tax on any income earned by the Settlement Amount or pay any taxes on the monies in the Trust Account.

(5) Notwithstanding Sections 3.1(4) and 3.1(5), if this Settlement Agreement is terminated, the interest earned on the Settlement Amount in the Trust Account shall be paid to the Settling

Defendants in accordance with Section 6.3 who, in such case, shall be solely responsible for the payment of all taxes on such interest not previously paid.

3.3 Intervention in the U.S. Litigation

(1) The Settling Defendants shall not oppose any application by or on behalf of the Plaintiffs, made on notice to the Settling Defendants, to intervene in the U.S. Litigation in order to gain access to discovery documents and other documents and information subject to a protective order. Nothing in this Settlement Agreement shall be construed to require the Settling Defendants to bring or otherwise participate in a motion requesting that the U.S. protective order be lifted.

Section 4 - Cooperation

4.1 Extent of Cooperation

(1) Within thirty (30) days of the Effective Date, or at a time mutually agreed upon by the Parties, subject to any court order with respect to confidentiality and the other provisions of this Settlement Agreement, the Settling Defendants agree to use reasonable efforts to:

- (a) provide to Class Counsel existing electronic transactional data for sales by the Settling Defendants of LCD Large Screen Products delivered in Canada during the Class Period, to the extent that such data has not previously been provided pursuant to Section 12.2(1). The transactional data shall be produced in Microsoft Excel or such other format as may be agreed upon by Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel. Counsel for the Settling Defendants agree to be reasonably available as necessary on one occasion to respond to Class Counsel's questions regarding the electronic transactional data produced by the Settling Defendants;
- (b) provide to Class Counsel any transcripts of all depositions of the Settling Defendants' current or former employees, directors or officers taken in the course of the U.S. Litigation concerning the allegations raised in the Proceedings with respect to the Class Period;

- (c) provide any pre-existing documents (as defined in Rule 30.01 of the Ontario *Rules of Civil Procedure*) produced by the Settling Defendants in the U.S. Litigation concerning the allegations raised in the Proceedings with respect to the Class Period, including, but not limited to, any documents provided to counsel for the plaintiffs in the U.S. Litigation pursuant to any settlement agreement entered into between the plaintiffs in the U.S. Litigation and the Settling Defendants; and
 - (d) to the extent not included in production under Section 4.1(c), provide any pre-existing documents (as defined in Rule 30.01 of the Ontario *Rules of Civil Procedure*) provided by the Settling Defendants to the United States Department of Justice, the European Commission, the Competition Bureau, or any other state, federal or international government or administrative agency, without geographic limitation, concerning the allegations raised in the Proceedings with respect to the Class Period, excluding documents created for the purpose of being so provided.
- (2) Subject to the rules of evidence, any court order with respect to confidentiality and the other provisions of this Settlement Agreement, the Settling Defendants agree to use reasonable efforts to produce at trial or through acceptable affidavits or other testimony in the Proceedings,
- (i) a current representative qualified to establish for admission into evidence the Settling Defendants' sales of LCD Large Screen Products delivered in Canada during the Class Period;
 - (ii) if necessary, one (1) additional representative qualified to establish for admission into evidence any of the Settling Defendants' documents and information provided as cooperation pursuant to Section 4.1 of this Settlement Agreement that Class Counsel and the Settling Defendants, acting reasonably, agree may be reasonably necessary as a matter of proof in the Proceedings with respect to the Non-Settling Defendants. The failure of a specific officer, director or employee to agree to make him or herself available, or to otherwise cooperate with the Plaintiffs, shall not constitute a violation of this Settlement Agreement. The Plaintiffs shall be responsible for all reasonable expenses of any representative in relation to an attendance pursuant to this Section.

(3) Nothing in this Settlement Agreement shall be construed to require the Settling Defendants to perform any act, including the transmittal or disclosure of any information, which would violate the law of this or any jurisdiction.

(4) Nothing in this Settlement Agreement shall require, or shall be construed to require, the Settling Defendants or any representative or employee of a Settling Defendant to disclose or produce any documents or information prepared by or for Counsel for the Settling Defendants, or that is not within the Settling Defendants' possession, custody or control, or to disclose or produce any documents or information in breach of any order, regulatory directive, rule or law of this or any jurisdiction, or subject to solicitor-client privilege, litigation privilege, or any other privilege, or to disclose or produce any information or documents they obtained on a privileged or co-operative basis from any party to any action or proceeding who is not a Settling Defendant.

(5) If any documents protected by any privilege and/or any privacy law or other rule or law of this or any applicable jurisdiction are accidentally or inadvertently disclosed or produced, such documents shall be promptly returned to the Settling Defendants and the documents and the information contained therein shall not be disclosed or used directly or indirectly, except with the express written permission of the Settling Defendants, and the production of such documents shall in no way be construed to have waived in any manner any privilege or protection attached to such documents.

(6) The Settling Defendants' obligations to cooperate as particularized in this Section shall not be affected by the release provisions contained in Section 7 of this Settlement Agreement. The Settling Defendants' obligations to cooperate shall cease at the date of final judgment in the Proceedings against all Defendants. In the event the Settling Defendants materially breach this Section, Class Counsel may move before the Courts, on notice to the Settling Defendants, to enforce the terms of this Settlement Agreement, set aside the approval of this Settlement Agreement or part thereof and allow the Plaintiffs to obtain discovery or information from the Settling Defendants as if they remained parties to the action, or seek such other remedy that is available at law.

(7) Subject to Sections 4.1(6) and 4.1(8), the provisions set forth in this Section 4.1 are the exclusive means by which the Plaintiffs, Class Counsel and Settlement Class Members may

obtain discovery or information or Documents from the Releasees. Subject to Sections 4.1(6) and 4.1(8), the Plaintiffs, Class Counsel and Settlement Class Members agree that they shall not pursue any other means of discovery against, or seek to compel the evidence of, the Releasees, whether in Canada or elsewhere and whether under the rules or laws of this or any other Canadian or foreign jurisdiction.

(8) The Plaintiffs may exercise any rights they have at law or in the Proceedings as against any current officer, director and/or employee of the Settling Defendants put forward to provide testimony at trial or otherwise pursuant to Section 4.1(2), if that current officer, director or employee of the Settling Defendants fails to cooperate in accordance with that Section and the provisions of this Settlement Agreement.

(9) A material factor influencing the Settling Defendants' decision to execute this Settlement Agreement is their desire to limit the burden and expense of this litigation. Accordingly, Class Counsel agree to exercise good faith in seeking cooperation from the Settling Defendants, agree not to seek information that is unnecessary, cumulative or duplicative and agree otherwise to avoid imposing undue or unreasonable burdens or expense on the Settling Defendants.

(10) The scope of the Settling Defendants' cooperation under this Settlement Agreement shall be limited to the allegations asserted in the Proceedings as presently filed.

(11) The Settling Defendants make no representation regarding and shall bear no liability with respect to the accuracy of or that they have, can or will produce a complete set of any of the information described in this Section 4.1, and the failure to do so shall not constitute a breach or violation of this Settlement Agreement.

4.2 Limits on Use of Documents

(1) It is understood and agreed that all documents and information made available or provided by the Settling Defendants to Plaintiffs and Class Counsel under this Settlement Agreement shall be used only in connection with the prosecution of the claims in the Proceedings, and shall not be used directly or indirectly for any other purpose. Plaintiffs and Class Counsel agree they will not disclose the documents and information provided by the Settling Defendants beyond what is reasonably necessary for the prosecution of the Proceedings

or as otherwise required by law. Subject to the foregoing, Class Counsel shall take reasonable precautions to ensure and maintain the confidentiality of such documents and information, and of any work product of Class Counsel that discloses such documents and information.

(2) Subject to any court order with respect to confidentiality, if the Plaintiff or Class Counsel intends to produce or file in the Proceeding any documents or other information provided by the Settling Defendants as cooperation under the Settlement Agreement (and such disclosure is not otherwise prohibited by the Settlement Agreement) which, at the time of being provided, were marked or designated by the Settling Defendants as “Confidential – Subject to Procedure Under Section 4.2(2) of the Settlement Agreement”, Class Counsel shall provide the Settling Defendants with an advance description of the documents or other information sought to be produced or filed in the Proceeding at least thirty (30) days in advance of the proposed production or filing, in order that the Settling Defendants may intervene for the purposes of obtaining a sealing or confidentiality order or similar relief. If the Settling Defendants intervene for this purpose, the Plaintiff, Settlement Class Members and Class Counsel shall not oppose any reasonable position taken by the Settling Defendants relating to the terms of such order or other relief.

(3) Subject to any court order with respect to confidentiality, in the event that a Person applies for an order requiring the Plaintiff or Settlement Class Members to disclose or produce any documents or other information provided by the Settling Defendants as cooperation under this Settlement Agreement which, at the time of being provided, were marked or designated by the Settling Defendants as “Confidential – Subject to Procedure Under Section 4.2(2) of the Settlement Agreement”, Class Counsel shall notify the Settling Defendants of such application promptly upon becoming aware of it in order that the Settling Defendants may intervene to oppose such disclosure or production. In no circumstances shall the Plaintiff, Settlement Class Members or Class Counsel apply for or consent to such an application for disclosure or production.

Section 5 - Distribution of the Settlement Amount and Accrued Interest

5.1 Distribution Protocol

(1) At a time wholly within the discretion of Class Counsel, but on notice to the Settling Defendants, Class Counsel will bring motions seeking orders from the Courts approving the Distribution Protocol. The motions can be brought before the Effective Date, but the orders approving the Distribution Protocol shall be conditional on the Effective Date occurring.

(2) The Distribution Protocol shall require Settlement Class Members seeking compensation to give credit for any compensation received through other proceedings or in private out-of-class settlements, unless by such proceedings or private out-of-class settlements the Settlement Class Member's claim was released in its entirety, in which case the Settlement Class Member shall be deemed ineligible for any further compensation.

5.2 No Responsibility for Administration or Fees

(1) The Settling Defendants shall not have any responsibility, financial obligations or liability whatsoever with respect to the investment, distribution or administration of monies in the Trust Account including, but not limited to, Administration Expenses and Class Counsel Fees.

Section 6 - Termination of Settlement Agreement

6.1 Right of Termination

- (1) In the event that:
- (a) any Court declines to certify or authorize the Settlement Class;
 - (b) any Court declines to dismiss the Proceedings against the Settling Defendants and approve this Settlement Agreement;
 - (c) any Court approves this Settlement Agreement in a modified form;

- (d) the Parties do not reach agreement on the form and content of any order or notice required by this Settlement Agreement, or the agreed upon order or notice is not approved by a Court; or
- (e) any orders approving this Settlement Agreement made by the Ontario Court, the BC Court or the Quebec Court do not become Final Orders;

each of the Settling Defendants and the Plaintiffs shall have the right to terminate this Settlement Agreement by delivering a written notice pursuant to Section 14.18, within thirty (30) days following the event described above.

(2) Except as provided for in Section 6.4, if the Settling Defendants or the Plaintiffs exercise their right to terminate, the Settlement Agreement shall be null and void and have no further force or effect, shall not be binding on the Parties, and shall not be used as evidence or otherwise in any litigation.

(3) Any order, ruling or determination made (or rejected) by any Court with respect to

- (a) Class Counsel's fees and disbursements,
- (b) the Distribution Protocol, or
- (c) documentary confidentiality as provided in Section 4.2(2) above,

shall not be deemed to be a material modification of all, or a part, of this Settlement Agreement and shall not provide any basis for the termination of this Settlement Agreement.

6.2 If Settlement Agreement is Terminated

(1) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated in accordance with its terms or otherwise fails to take effect for any reason:

- (a) no motion to certify or authorize any of the Proceedings as a class proceeding on the basis of this Settlement Agreement, or to approve this Settlement Agreement, which has not been decided, shall proceed;

- (b) any order certifying or authorizing a Proceeding as a class proceeding on the basis of the Settlement Agreement or approving this Settlement Agreement shall be set aside and declared null and void and of no force or effect, and everyone shall be estopped from asserting otherwise;
- (c) any prior certification or authorization of a Proceeding as a class proceeding on the basis of this Settlement Agreement, including the definitions of the Settlement Class and the Common Issue pursuant to this Settlement Agreement, shall be without prejudice to any position that any of the Parties or Releasees may later take on any issue in the Proceedings or any other litigation; and
- (d) within ten (10) days of such termination having occurred, Class Counsel shall destroy all documents or other materials provided by the Settling Defendants under this Settlement Agreement or containing or reflecting information derived from such documents or other materials received from the Settling Defendants and, to the extent Class Counsel has disclosed any documents or information provided by the Settling Defendants to any other person, shall recover and destroy such documents or information. Class Counsel shall provide the Settling Defendants with a written certification by Class Counsel of such destruction. Nothing contained in this paragraph shall be construed to require Class Counsel to destroy any of their work product. However, any documents or information provided by the Settling Defendants, or received from the Settling Defendants in connection with this Settlement Agreement, may not be disclosed to any person in any manner or used, directly or indirectly, by Class Counsel or any other person in any way for any reason, without the express prior written permission of the Settling Defendants. Class Counsel shall take appropriate steps and precautions to ensure and maintain the confidentiality of such documents, information and any work product of Class Counsel.

6.3 Allocation of Settlement Amount Following Termination

- (1) If the Settlement Agreement is terminated in accordance with its terms, within thirty (30) business days of written notice pursuant to Section 14.18 Ontario Counsel shall pay to the

Settling Defendants the money in the Trust account, plus all accrued interest thereon, but less the costs of the notices required by Section 11.1(1) and actually incurred and any translation costs incurred pursuant to Section 14.12, up to a maximum of \$50,000,.

6.4 Survival of Provisions After Termination

(1) If this Settlement Agreement is terminated or otherwise fails to take effect for any reason, the provisions of Sections 3.2(5), 4.1(5), 6.2(1), 6.3, 6.4, 9.1, 9.2 and 12.2(4), and the definitions and Schedules applicable thereto shall survive the termination and continue in full force and effect. The definitions and Schedules shall survive only for the limited purpose of the interpretation of Sections 3.2(5), 4.1(5), 6.2(1), 6.3, 6.4, 9.1, 9.2 and 12.2(4) within the meaning of this Settlement Agreement, but for no other purposes. All other provisions of this Settlement Agreement and all other obligations pursuant to this Settlement Agreement shall cease immediately.

Section 7 - Releases and Dismissals

7.1 Release of Releasees

(1) Subject to Section 7.2, upon the Effective Date, and in consideration of payment of the Settlement Amount and for other valuable consideration set forth in the Settlement Agreement, the Releasers forever and absolutely release the Releasees from the Released Claims that any of them, whether directly, indirectly, derivatively, or in any other capacity, ever had, now have, or hereafter can, shall, or may have.

7.2 Covenant Not To Sue

(1) Notwithstanding Section 7.1, for any Settlement Class Members resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all other tortfeasors, the Releasers do not release the Releasees but instead covenant and undertake not to make any claim in any way or to threaten, commence, participate in or continue any proceeding in any jurisdiction against the Releasees in respect of or in relation to the Released Claims.

7.3 No Further Claims

(1) Upon the Effective Date, the Releasers shall not now or hereafter institute, continue, maintain or assert, either directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, on their own

behalf or on behalf of any class or any other Person, any action, suit, cause of action, claim or demand against any Releasee or any other Person who may claim contribution or indemnity, or other claims over relief, from any Releasee in respect of any Released Claim or any matter related thereto, except for the continuation of the Proceedings against the Non-Settling Defendants or unnamed alleged co-conspirators that are not Releasees or, if the Proceedings are not certified or authorized, the continuation of the claims asserted in the Proceedings on an individual basis or otherwise against any Non-Settling Defendant or unnamed co-conspirator that is not a Releasee.

7.4 Dismissal of the Proceedings

- (1) Upon the Effective Date, the BC Action and the Ontario Action shall be dismissed with prejudice and without costs as against the Settling Defendants.
- (2) Upon the Effective Date, the Quebec Action shall be declared settled without costs and without reservation as against the Settling Defendants.

7.5 Dismissal of Other Actions

- (1) Upon the Effective Date, each Settlement Class Member shall be deemed to irrevocably consent to the dismissal, without costs and with prejudice, of his, her or its Other Actions against the Releasees.
- (2) Upon the Effective Date, all Other Actions commenced in British Columbia, Ontario or Quebec by any Settlement Class Member shall be dismissed against the Releasees, without costs and with prejudice.

7.6 Material Term

- (1) The releases contemplated in this Section shall be considered a material term of the Settlement Agreement and the failure of any Court to approve the releases contemplated herein shall give rise to a right of termination pursuant to Section 6.1 of the Settlement Agreement.

**Section 8 - Bar Order, Waiver of Solidarity Order
and Other Claims**

8.1 Ontario and British Columbia Bar Order

(1) Class Counsel shall seek bar orders from the Ontario Court and the BC Court providing for the following:

- (a) all claims for contribution, indemnity or other claims over, whether asserted, unasserted or asserted in a representative capacity, inclusive of interest, taxes and costs, relating to the Released Claims, which were or could have been brought in the Proceedings or Other Actions, or otherwise, by any Non-Settling Defendant, any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant, or any other Person or party against a Releasee, or by a Releasee against any Non-Settling Defendant, any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant, or any other Person or party, are barred, prohibited and enjoined in accordance with the terms of this Section (unless such claim is made in respect of a claim by a Person who has validly opted out of the Proceedings);
- (b) if the Ontario Court or BC Court, as applicable, ultimately determines that a claim for contribution and indemnity or other claim over, whether in equity or in law, by statute or otherwise, is legally recognized:
 - (A) the Ontario and BC Plaintiffs and Settlement Class Members shall not be entitled to claim or recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee that portion of any damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, interest and costs (including investigative costs claimed pursuant to section 36 of the *Competition Act*) that corresponds to the Proportionate Liability of the Releasees proven at trial or otherwise;

- (B) the Ontario and BC Plaintiffs and Settlement Class Members shall limit their claims against the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to include only, and shall only seek to recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, such claims for damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, costs, and interest attributable to the aggregate of the several liability of the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to the Ontario and BC Plaintiffs and Settlement Class Members, if any, and, for greater certainty, the Ontario and BC Settlement Class Members shall be entitled to claim and recover on a joint and several basis as between the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, if permitted by law; and
 - (C) the Ontario and BC Courts shall have full authority to determine the Proportionate Liability of the Releasees at the trial or other disposition of the relevant Proceeding, whether or not the Releasees remain in the relevant Proceeding or appear at the trial or other disposition, and the Proportionate Liability of the Releasees shall be determined as if the Releasees are parties to the relevant Proceeding and any determination by the Court in respect of the Proportionate Liability of the Releasees shall only apply in the relevant Proceeding and shall not be binding on the Releasees in any other proceeding;
- (c) a Non-Settling Defendant may, on motion to the Ontario Court or the BC Court, as appropriate, determined as if the Settling Defendants remained party to the relevant Proceeding, and on at least ten (10) days' notice to Counsel for the

Settling Defendants, and not to be brought unless and until the relevant Proceeding against the Non-Settling Defendants has been certified and all appeals or times to appeal have been exhausted, seek Orders for the following:

- (A) documentary discovery and an affidavit of documents from the Settling Defendants in accordance with that Court's rules of procedure;
 - (B) oral discovery of a representative of the Settling Defendants, the transcript of which may be read in at trial;
 - (C) leave to serve a request to admit on the Settling Defendants in respect of factual matters; and/or
 - (D) the production of a representative of the Settling Defendants to testify at trial, with such witness to be subject to cross-examination by counsel for the Non-Settling Defendants.
- (d) the Settling Defendants retain all rights to oppose any motion brought pursuant to Section 8.1(1)(c), including any such motion brought at trial seeking an order requiring the Settling Defendants to produce a representative to testify at trial. Moreover, nothing herein restricts the Settling Defendants from seeking a protective order to maintain confidentiality and protection of proprietary information in respect of documents to be produced and/or for information obtained from discovery in accordance with Section 8.1(1)(c);
- (e) on any motion brought pursuant to Section 8.1(1)(c), the Court may make such Orders as to costs and other terms as it considers appropriate;
- (f) to the extent that such an order is granted and discovery is provided to a Non-Settling Defendant, a copy of all discovery provided, whether oral or documentary in nature, shall be provided by the Settling Defendants to the Plaintiffs and Class Counsel within ten (10) days of such discovery being provided to a Non-Settling Defendant;
- (g) the Ontario and BC Courts will retain an ongoing supervisory role over the discovery process and the Settling Defendants will attorn to the jurisdiction of the Ontario and BC Courts for these (but no other) purposes; and

- (h) a Non-Settling Defendant may effect service of the motion(s) referred to in Section 8.1(1)(c) on a Settling Defendant by service on Counsel for the Settling Defendants in the relevant Proceedings.

8.2 Quebec Waiver or Renunciation of Solidarity Order

(1) Class Counsel shall seek a waiver or renunciation of solidarity from the Quebec Court providing for the following:

- (a) the Quebec Petitioners and the Settlement Class Members in the Quebec Action expressly waive and renounce the benefit of solidarity against the Non-Settling Defendants with respect to the facts, deeds or other conduct of the Releasees;
- (b) the Quebec Petitioners and the Settlement Class Members in the Quebec Action shall henceforth only be able to claim and recover damages, including punitive damages, interest and costs (including investigative costs claimed pursuant to s. 36 of the *Competition Act*) attributable to the conduct of the Non-Settling Defendants, the sales by the Non-Settling Defendants, and/or other applicable measure of proportionate liability of the Non-Settling Defendants;
- (c) any claims in warranty or any other claim or joinder of parties to obtain any contribution or indemnity from the Releasees or relating to the Released Claims shall be inadmissible and void in the context of the Quebec Action; and
- (d) the ability of Non-Settling Defendants to seek discovery from the Settling Defendants shall be determined according to the provisions of the *Code of Civil Procedure*, and the Settling Defendants shall retain and reserve all of their rights to oppose such discovery under the *Code of Civil Procedure*.

8.3 Claims Against Other Entities Reserved

(1) Except as provided herein, this Settlement Agreement does not settle, compromise, release or limit in any way whatsoever any claim by Settlement Class Members against any person other than the Releasees.

Section 9 - Effect of Settlement

9.1 No Admission of Liability

(1) The Plaintiffs and the Releasees expressly reserve all of their rights if the Settlement Agreement is not approved, is terminated or otherwise fails to take effect for any reason. Further, whether or not the Settlement Agreement is finally approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, this Settlement Agreement and anything contained herein, and any and all negotiations, documents, discussions and proceedings associated with this Settlement Agreement, and any action taken to carry out this Settlement Agreement, shall not be deemed, construed or interpreted to be an admission of any violation of any statute or law, or of any wrongdoing or liability by the Settling Defendants, or of the truth of any of the claims or allegations contained in the Proceedings or any other pleading filed by the Plaintiffs.

9.2 Agreement Not Evidence

(1) The Parties agree that, whether or not it is terminated, this Settlement Agreement and anything contained herein, and any and all negotiations, documents, discussions and proceedings associated with this Settlement Agreement, and any action taken to carry out this Settlement Agreement, shall not be referred to, offered as evidence or received in evidence in any pending or future civil, criminal or administrative action or proceeding, except in a proceeding to approve and/or enforce this Settlement Agreement, to defend against the assertion of Released Claims, or as otherwise required by law.

9.3 No Further Litigation

(1) Neither the Plaintiffs nor Class Counsel may directly or indirectly participate or be involved in or in any way assist with respect to any claim made or action commenced by any Person which relates to or arises from the Released Claims, except in relation to the continued prosecution of the Proceedings against any Non-Settling Defendant or unnamed co-conspirators that are not Releasees or, if the Proceedings are not certified or authorized, the continuation of the claims asserted in the Proceedings on an individual basis or otherwise against any Non-Settling Defendant or unnamed co-conspirator that is not a Releasee. Moreover, these persons may not divulge to anyone for any purpose any information obtained in the course of the

Proceedings or the negotiation and preparation of this Settlement Agreement, except to the extent such information is otherwise publicly available or unless ordered to do so by a court.

(2) Section 9.3(1) shall be inoperative to the extent that it is inconsistent with BC Counsel's obligations under Rule 3.2-10 of the *Code of Professional Conduct for British Columbia*.

Section 10 - Certification or Authorization for Settlement Only

(1) The Parties agree that the Proceedings shall be certified or authorized as class proceedings as against the Settling Defendants solely for purposes of settlement of the Proceedings and the approval of this Settlement Agreement by the Courts.

(2) The Plaintiffs agree that, in the motions for certification or authorization of the Proceedings as class proceedings for settlement purposes and for the approval of this Settlement Agreement, the only common issue that they will seek to define is the Common Issue and the only classes that they will assert are the Settlement Classes.

(3) The Parties agree that the certification or authorization of the Proceedings as against the Settling Defendants for the purpose of implementing this Settlement Agreement, shall not derogate in any way from the rights of the Plaintiffs as against the Non-Settling Defendants.

Section 11- Notice to Settlement Classes

11.1 Notices Required

(1) The proposed Settlement Classes shall be given a single notice of (i) the hearings at which the Courts will be asked to certify or authorize the Proceedings as class proceedings and approve the Settlement Agreement; and (ii) if they are brought with the hearings to approve the Settlement Agreement, the hearings to approve Class Counsel Fees and/or a Distribution Protocol.

(2) If this Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect, the proposed Settlement Classes shall be given notice of such event.

11.2 Form and Distribution of Notices

- (1) The notices shall be in a form agreed upon by the Parties and approved by the Courts or, if the Parties cannot agree on the form of the notices, the notices shall be in a form ordered by the Courts.
- (2) The notices shall be disseminated by a method agreed upon by the Parties and approved by the Courts or, if the Parties cannot agree on a method for disseminating the notices, the notices shall be disseminated by a method ordered by the Courts.

Section 12 - Administration and Implementation

12.1 Mechanics of Administration

- (1) Except to the extent provided for in this Settlement Agreement, the mechanics of the implementation and administration of this Settlement Agreement and Distribution Protocol shall be determined by the Courts on motions brought by Class Counsel, on notice to the Settling Defendants.
- (2) Class Counsel and the Claims Administrator shall provide information to the Settling Defendants regarding all claims and payments made to Settlement Class Members on a timely basis.

12.2 Information and Assistance

- (1) The Settling Defendants will make reasonable efforts to provide to Class Counsel a list of the names and addresses of Persons, if any, in Canada who purchased LCD Large Screen Products from the Settling Defendants or the Releasees during the Class Period and the Purchase Price paid by each such Person for such purchases.
- (2) The information required by Section 12.2(1) shall be delivered to the Class Counsel within thirty (30) days of the Date of Execution or at a time mutually agreed upon by the Parties. The information shall be delivered in Microsoft Excel or such other format as may be agreed upon by Counsel for the Settling Defendants and Class Counsel.
- (3) Class Counsel may use the information provided under Section 12.2(1):

- (a) to facilitate the dissemination of the notices required in Section 11.1;
 - (b) to advise Persons in Canada who purchased LCD Large Screen Products from the Settling Defendants during the Class Period of any subsequent settlement agreement reached in the Proceedings, any related approval hearings, and any other major steps in the Proceedings;
 - (c) to facilitate the claims administration process with respect to this Settlement Agreement and any other settlement agreement(s) achieved or court awards issued in the Proceedings; and
 - (d) as otherwise authorized in Section 4.
- (4) All information provided by the Settling Defendants pursuant to Section 12.2(1) shall be dealt with in accordance with Section 4.2, except that Class Counsel may disclose all information provided by the Settling Defendants pursuant to Section 12.2(1) to any Court-appointed notice provider and/or the Claims Administrator, to the extent reasonably necessary for the purposes enumerated in Section 12.2(3). Any Court-appointed notice provider and/or Claims Administrator shall be bound by the same confidentiality obligations set out in Section 4.2. If this Settlement Agreement is terminated, all information provided by the Settling Defendants pursuant to Section 12.2(1) shall be dealt with in accordance with Section 6.2(1)(d) and no record of the information so provided shall be retained by Class Counsel in any form whatsoever.
- (5) Counsel for the Settling Defendants agree to be reasonably available as necessary on one occasion to respond to Claim Administrator's questions regarding the information provided by the Settling Defendants pursuant to Section 12.2(1).
- (6) The Settling Defendants' obligations pursuant to this Section 12.2 shall not be affected by the release provisions contained in Section 7 of this Settlement Agreement. Unless this Settlement Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, the Settling Defendants' obligations to cooperate pursuant to this Section 12.2 shall cease when the Proceedings are resolved as against all Defendants and all settlement funds or court awards have been distributed.

(7) The Settling Defendants shall bear no liability with respect to the completeness or accuracy of the information provided pursuant to this Section 12.2.

**Section 13 - Class Counsel Fees and
Administration Expenses**

(1) Class Counsel may seek the Courts' approval to pay Class Counsel Fees and Administration Expenses contemporaneous with seeking approval of this Settlement Agreement or at such other time as they may determine in their sole discretion.

(2) The costs of the notices referred to in Section 11.1 and the translation referred to in Section 14.12 shall be paid by Ontario Counsel out of the Trust Account, as they become due.

(3) Except as provided in Section 13(2), Class Counsel Fees and Administration Expenses may only be paid out of the Trust Account after the Effective Date.

(4) The Settling Defendants shall not be liable for any fees, disbursements or taxes of any the lawyers, experts, advisors, agents, or representatives retained by Class Counsel, the Plaintiffs or the Settlement Class Members, any amounts to which the Fonds d'aide aux actions collectives in Quebec may be entitled, or any lien of any Person on any payment to any Settlement Class Member from the Settlement Amount.

Section 14 - Miscellaneous

14.1 Motions for Directions

(1) Class Counsel or the Settling Defendants may apply to the Ontario Court and/or such other Courts as may be required by the Courts for directions in respect of the interpretation, implementation and administration of this Settlement Agreement. Unless the Courts order otherwise, motions for directions that do not relate specifically to the matters affecting the BC Action, BC Settlement Class Members, the Quebec Action and/or Quebec Settlement Class Members shall be determined by the Ontario Court.

(2) All motions contemplated by this Settlement Agreement shall be on notice to the Parties.

14.2 Releasees Have No Liability for Administration

(1) The Releasees have no responsibility for and no liability whatsoever with respect to the administration of the Settlement Agreement or Distribution Protocol.

14.3 Headings, etc.

(1) In this Settlement Agreement:

- (a) the division of the Settlement Agreement into sections and the insertion of headings are for convenience of reference only and shall not affect the construction or interpretation of this Settlement Agreement; and
- (b) the terms “this Settlement Agreement”, “hereof”, “hereunder”, “herein”, and similar expressions refer to this Settlement Agreement and not to any particular section or other portion of this Settlement Agreement.

14.4 Computation of Time

(1) In the computation of time in this Settlement Agreement, except where a contrary intention appears,

- (a) where there is a reference to a number of days between two events, the number of days shall be counted by excluding the day on which the first event happens and including the day on which the second event happens, including all calendar days; and
- (b) only in the case where the time for doing an act expires on a holiday (as “holiday” is defined in the *Rules of Civil Procedure*, RRO 1990, Reg 194), the act may be done on the next day that is not a holiday.

14.5 Ongoing Jurisdiction

(1) Each of the Courts shall retain jurisdiction over the Proceeding commenced in its jurisdiction, the Parties and the Class Counsel Fees in that Proceeding.

(2) No Party shall ask a Court to make any order or give any direction in respect of any matter of shared jurisdiction unless that order or direction is conditional upon a complementary

order or direction being made or given by the other Court(s) with which it shares jurisdiction over that matter.

(3) Notwithstanding Sections 14.5(1) and 14.5(2), the Ontario Court shall exercise jurisdiction with respect to implementation, administration, interpretation and enforcement of the terms of this Settlement Agreement, and the Plaintiffs, Settlement Class Members and Settling Defendants attorn to the jurisdiction of the Ontario Court for such purposes. Issues related to the administration of this Settlement Agreement, the Trust Account, and other matters not specifically related to the claim of a Settlement Class Member in the BC Action or the Quebec Action shall be determined by the Ontario Court.

14.6 Governing Law

(1) This Settlement Agreement shall be governed by and construed and interpreted in accordance with the laws of the Province of Ontario.

(2) Notwithstanding Section 14.6(1), for matters relating specifically to the claim of a Settlement Class Member in the BC Action or the Quebec Action or to the BC or Quebec Actions, the BC or Quebec Court, as applicable, shall apply the law of its own jurisdiction.

14.7 Entire Agreement

(1) This Settlement Agreement constitutes the entire agreement among the Parties, and supersedes all prior and contemporaneous understandings, undertakings, negotiations, representations, promises, agreements, agreements in principle and memoranda of understanding in connection herewith. None of the Parties will be bound by any prior obligations, conditions or representations with respect to the subject matter of this Settlement Agreement, unless expressly incorporated herein.

14.8 Amendments

(1) This Settlement Agreement may not be modified or amended except in writing and on consent of all Parties and any such modification or amendment must be approved by the Courts with jurisdiction over the matter to which the amendment relates.

14.9 Binding Effect

(1) This Settlement Agreement shall be binding upon, and enure to the benefit of, the Plaintiffs, the Settlement Class Members, the Settling Defendants, the Releasers, the Releasees and all of their successors and assigns. Without limiting the generality of the foregoing, each and every covenant and agreement made by the Plaintiffs shall be binding upon all Releasers and each and every covenant and agreement made by the Settling Defendants shall be binding upon all of the Releasees.

14.10 Counterparts

(1) This Settlement Agreement may be executed in counterparts, all of which taken together will be deemed to constitute one and the same agreement, and a facsimile or PDF signature shall be deemed an original signature for purposes of executing this Settlement Agreement.

14.11 Negotiated Agreement

(1) This Settlement Agreement has been the subject of negotiations and discussions among the undersigned, each of which has been represented and advised by competent counsel, so that any statute, case law, or rule of interpretation or construction that would or might cause any provision to be construed against the drafter of this Settlement Agreement shall have no force and effect. The Parties further agree that the language contained in or not contained in previous drafts of this Settlement Agreement, or any agreement in principle, shall have no bearing upon the proper interpretation of this Settlement Agreement.

14.12 Language

(1) The Parties acknowledge that they have required and consented that this Settlement Agreement and all related documents be prepared in English; les parties reconnaissent avoir exigé que la présente convention et tous les documents connexes soient rédigés en anglais. Nevertheless, if required by the Courts, Class Counsel and/or a translation firm selected by Class Counsel shall prepare a French translation of the Settlement Agreement, the cost of which shall be paid from the Settlement Amount. In the event of any dispute as to the interpretation or application of this Settlement Agreement, only the English version shall govern.

14.13 Transaction

(1) The present Settlement Agreement constitutes a transaction in accordance with Articles 2631 and following of the *Civil Code of Quebec*, and the Parties are hereby renouncing to any errors of fact, of law and/or of calculation.

14.14 Recitals

(1) The recitals to this Settlement Agreement are true and form part of the Settlement Agreement.

14.15 Schedules

(1) The Schedules annexed hereto form part of this Settlement Agreement.

14.16 Acknowledgements

- (1) Each of the Parties hereby affirms and acknowledges that:
- (a) he, she or a representative of the Party with the authority to bind the Party with respect to the matters set forth herein has read and understood the Settlement Agreement;
 - (b) the terms of this Settlement Agreement and the effects thereof have been fully explained to him, her or the Party's representative by his, her or its counsel;
 - (c) he, she or the Party's representative fully understands each term of the Settlement Agreement and its effect; and
 - (d) no Party has relied upon any statement, representation or inducement (whether material, false, negligently made or otherwise) of any other Party, beyond the terms of the Settlement Agreement, with respect to the first Party's decision to execute this Settlement Agreement.

14.17 Authorized Signatures

(1) Each of the undersigned represents that he or she is fully authorized to enter into the terms and conditions of, and to execute, this Settlement Agreement on behalf of the Parties identified above their respective signatures and their law firms.

14.18 Notice

(1) Where this Settlement Agreement requires a Party to provide notice or any other communication or document to another, such notice, communication or document shall be provided by email, facsimile or letter by overnight delivery to the representatives for the Party to whom notice is being provided, as identified below:

For the Plaintiffs and for Class Counsel in the Proceedings:

Charles M. Wright
SISKINDS LLP
Barristers and Solicitors
680 Waterloo Street
London, ON N6A 3V8
Tel: 519-660-7753
Fax: 519-672-6065
Email: charles.wright@siskinds.com

Reidar Mogerman
CAMP FIORANTE MATTHEWS
MOGERMAN
4th Floor, 856 Homer St.
Vancouver, BC V6B 2W5
Tel: 604-689-7555
Fax: 604-689-7554
Email: rmogerman@cfmlawyers.ca

Brian A. Garneau
BOUCHARD PAGÉ TREMBLAY,
AVOCATS S.E.N.C.
825, boulevard Lebourgneuf, 510
Québec (Québec) G2J 0B9
Tel: 418.622.6699
Fax: 418.628.1912
Email: brianagarneau@bptavocats.com

For the Settling Defendants:

Katherine Kay and Eliot Kolers
STIKEMAN ELLIOTT LLP
5300 Commerce Court West
199 Bay Street
Toronto, ON M5L 1B9
Tel: 416-869-5500
Fax: 416-947-0866
Email: kkay@stikeman.com

ekolers@stikeman.com

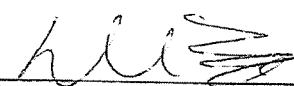
14.19 Date of Execution

- (1) The Parties have executed this Settlement Agreement as of the date on the cover page.

THE FANSHAWE COLLEGE OF APPLIED ARTS AND TECHNOLOGY, COMMUNICATION MEGA-SAT INC., and KRISTOPHER GRUBER, on their own behalf and on behalf of the Settlement Class, by their counsel

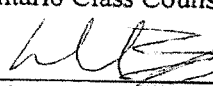
Signature of Authorized Signatory: _____

Name of Authorized Signatory: *per*


Charles M. Wright
Siskinds LLP
Ontario Class Counsel

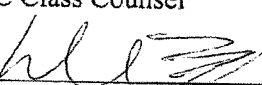
Signature of Authorized Signatory: _____

Name of Authorized Signatory: *per*


Reidar Mogerman
Camp Fiorante Matthews Mogerman
BC Class Counsel

Signature of Authorized Signatory: _____

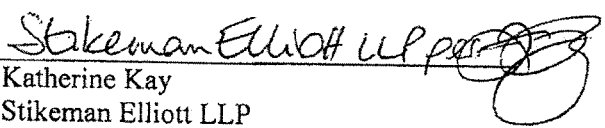
Name of Authorized Signatory: *per*


Brian A. Garneau
Bouchard Pagé Tremblay Avocats s.e.n.c.
Quebec Class Counsel

LG DISPLAY CO., LTD., LG PHILIPS LCD CO., LTD., LG DISPLAY AMERICA, INC. and LG PHILIPS LCD AMERICA, INC., by their counsel

Signature of Authorized Signatory: _____

Name of Authorized Signatory:


Katherine Kay
Stikeman Elliott LLP
Counsel for the Settling Defendants

SCHEDULE "A"
Proceedings

Court and File No.	Plaintiffs' Counsel	Plaintiff	Named Defendants	Settlement Class
Ontario Action				
Ontario Superior Court of Justice Court File No. 54054 CP	Siskinds LLP	The Fanshawe College of Applied Arts and Technology	<p>LG Philips LCD Co., Ltd., L.G. Philips LCD America, Inc., Samsung Electronics Co. Ltd., Samsung Electronics Canada Inc., Hitachi Ltd., Hitachi Displays, Ltd., Hitachi Canada, Ltd., Hitachi America Ltd., Hitachi Electronics Devices (USA) Inc., Sharp Corporation, Sharp Electronics Corporation, Sharp Electronics of Canada Ltd., Toshiba Corporation, Toshiba Matsushita Display Technology Co., Ltd., Toshiba America Corporation, Toshiba of Canada Limited, AU Optonics Corporation America, Innolux Corporation, Chi Mei Optoelectronics USA, Inc., Chi Mei Optoelectronics Japan Co., Ltd. and Chungwa Picture Tubes, Ltd.</p>	<p>All persons in Canada who purchased LCD Large Screen Products during the Class Period, except the Excluded Persons and persons who are included in the Quebec Class and the BC Class.</p>

Court and File No.	Plaintiffs' Counsel	Plaintiff	Named Defendants	Settlement Class
BC Action				
<p>British Columbia Supreme Court File No. S071569 (Vancouver Registry)</p>	<p>Camp Fiorante Mathews Mogerman</p>	<p>Kristopher Gruber</p>	<p>LG Display Co., Ltd. fka LG Philips LCD Co., Ltd., LG Display America, Inc. fka LG Philips LCD America, Inc., Samsung Electronics Co. Ltd., Samsung Electronics Canada Inc., Hitachi Ltd., Hitachi Displays, Ltd., Hitachi Canada, Ltd., Hitachi America Ltd., Hitachi Electronics Devices (USA), Inc., Epson Imaging Devices Corporation fka Sanyo Epson Imaging Devices Corporation, Sharp Corporation, Sharp Electronics Corporation, Sharp Electronics of Canada Ltd., Toshiba Corporation, Toshiba Matsushita Display Technology Co., Ltd., Toshiba America Inc., Toshiba of Canada Limited, AU Optronics Corp., AU Optronics Corporation America, Chi Mei Optoelectronics Corporation, Chi Mei Corporation, Nexgen Mediatech, Inc., Nexgen Mediatech USA, Inc., Chi Mei Optoelectronics Japan Co., Ltd. fka International Display Technology Co., Ltd., Chi Mei Optoelectronics USA, Inc. fka International Display Technology USA Inc., Chunghwa Picture Tubes, Ltd. and HannStar Display Corporation</p>	<p>All persons in British Columbia who purchased LCD Large Screen Products during the Class Period, except the Excluded Persons.</p>

Court and File No.	Plaintiffs' Counsel	Plaintiff	Named Defendants	Settlement Class
Quebec Action				
<p>Superior Court of Quebec (District of Québec), File No. 200-06-00082-076</p>	<p>Bouchard Pagé Tremblay, AVOCATS s.e.n.c.</p>	<p>Communication Mega-Sat Inc.</p>	<p>LG Philips LCD Co., Ltd, LG Philips LCD America, Inc., Samsung Electronics Co. Ltd., Samsung Electronics Canada Inc., Hitachi Ltd, Hitachi Canada Ltd., Hitachi America Ltd., Hitachi Electronics Devices (USA) Inc., Hitachi Displays Ltd., Sharp Corporation, Sharp Electronics of Canada Ltd., Sharp Electronics Corporation, Toshiba of Canada Ltd., Toshiba Corporation, Toshiba America Corporation, Toshiba Matsushita Display Technology Co., Ltd., AU Optronics Corporation, AU Optronics Corporation America, Chi Mei Optoelectronics USA Inc., Chi Mei Optoelectronics Japan Co., Ltd., Chi Mei Optoelectronics Corporation, Hamnstar Display Corporation, Chunghwa Picture Tubes, Ltd.</p>	<p>All (i) individuals in Quebec and (ii) legal persons resident in Quebec established for a private interest, partnership or association which had under its direction or control no more than 50 persons bound to it by a contract of employment who purchased LCD Large Screen Products during the Class Period, except Excluded Persons.</p>

SCHEDULE "B"

Court File No. 54054 CP

**ONTARIO
SUPERIOR COURT OF JUSTICE**

THE HONOURABLE)
) , the day
JUSTICE GRACE) of , 2016

B E T W E E N:

THE FANSHAWE COLLEGE OF APPLIED ARTS AND TECHNOLOGY

Plaintiff

- and -

**LG PHILIPS LCD CO., LTD., L.G. PHILIPS LCD AMERICA, INC., SAMSUNG
ELECTRONICS CO. LTD., SAMSUNG ELECTRONICS CANADA INC., HITACHI LTD.,
HITACHI DISPLAYS, LTD., HITACHI CANADA, LTD., HITACHI AMERICA LTD,
HITACHI ELECTRONICS DEVICES (USA) INC., SHARP CORPORATION, SHARP
ELECTRONICS CORPORATION, SHARP ELECTRONICS OF CANADA LTD., TOSHIBA
CORPORATION, TOSHIBA MATSUSHITA DISPLAY TECHNOLOGY CO., LTD.,
TOSHIBA AMERICA CORPORATION, TOSHIBA OF CANADA LIMITED, AU
OPTRONICS CORPORATION AMERICA, CHI MEI OPTOELECTRONICS USA, INC., CHI
MEI OPTOELECTRONICS JAPAN CO., LTD., and CHUNGHWA PICTURE TUBES LTD.**

Defendants

Proceeding under the *Class Proceedings Act, 1992*

ORDER

(Certification for Settlement and Notice Approval for LG Display)

THIS MOTION, made by the Plaintiff for an Order approving the publication, abbreviated and long-form notices of settlement approval hearings ("Notices of Hearing") and the method of dissemination of said notices, and certifying this proceeding for settlement purposes as against the Defendants LG Display Co., Ltd., LG Philips LCD Co., Ltd., LG Display

America, Inc. and LG Philips LCD America, Inc. (collectively, the “Settling Defendants”) was heard in writing this day at the Courthouse, 80 Dundas Street, London, Ontario.

ON BEING ADVISED that the deadline for opting out of the Ontario Action has passed, and that one Person validly and timely exercised the right to opt-out;

ON READING the materials filed, including the settlement agreement dated ●, 2016 attached to this Order as Schedule “A” (the “Settlement Agreement”);

AND ON BEING ADVISED that the Plaintiff and the Settling Defendants consent to this Order:

1. **THIS COURT ORDERS** that, for the purposes of this Order, except to the extent that they are modified in this Order, the definitions set out in the Settlement Agreement apply to and are incorporated into this Order.
2. **THIS COURT ORDERS** that the Notices of Hearing are hereby approved substantially in the form attached respectively hereto as Schedules “B” to “D.”
3. **THIS COURT ORDERS** that the plan of dissemination for the Notices of Hearing (the “Plan of Dissemination”) is hereby approved in the form attached hereto as Schedule “E”.
4. **THIS COURT ORDERS** that the Notices of Hearing shall be disseminated in accordance with the Plan of Dissemination.
5. **THIS COURT ORDERS** that this action be certified as a class proceeding as against the Settling Defendants for settlement purposes only.

6. **THIS COURT ORDERS** that the “Ontario Settlement Class” is defined to mean:

All persons in Canada who purchased LCD Large Screen Products during the Class Period, except the Excluded Persons and persons who are included in the Quebec Class and the BC Class.

7. **THIS COURT ORDERS** that The Fanshawe College of Applied Arts and Technology be appointed as the representative plaintiff for the Settlement Class.

8. **THIS COURT ORDERS** that the following issue is common to Settlement Class Members:

Did the Settling Defendants conspire to fix, raise, maintain or stabilize the prices of, or allocate markets and customers for, LCD Large Screen Panels in Canada during the Class Period?

9. **THIS COURT ORDERS** that paragraphs 5 to 8 of this Order, including the certification of the Ontario Action as against the Settling Defendants for settlement purposes and the definitions of the Ontario Settlement Class and the Common Issue, is without prejudice to any position the Non-Settling Defendants have taken or may in the future take in the Proceedings, including in relation to certification, class definition, statement of common issues or any motion to amend any certification order.

10. **THIS COURT ORDERS** that this Order is contingent upon parallel orders being made by the BC Court and the Quebec Court, and the terms of this Order shall not be effective unless and until such orders are made by the BC Court and the Quebec Court.

THE HONOURABLE JUSTICE GRACE

above will need to be changed to reading the materials filed by the Plaintiffs on consent of the Settling Defendants].

THIS COURT ORDERS that:

1. For the purposes of this Order, except to the extent that they are modified in this Order, the definitions set out in the Settlement Agreement apply to and are incorporated into this Order.

Notice Approval

2. The Notices of Hearing are hereby approved substantially in the form attached respectively hereto as Schedules “●” to “●”, and “●”.

3. The plan of dissemination for the Notices of Hearing (the “Plan of Dissemination”) is hereby approved in the form attached hereto as Schedule “●”.

4. The Notices of Hearing shall be disseminated in accordance with the Plan of Dissemination.

Certification Approval:

5. This action is certified as a class proceeding as against the Settling Defendants for settlement purposes only.

6. The “BC Settlement Class” is certified as follows:

All persons in British Columbia who purchased LCD Large Screen Products during the Class Period, except the Excluded Persons.

7. Kristopher Gruber is appointed as the representative plaintiff for the BC Settlement Class.

8. The following issue is common to Settlement Class Members:

Did the Settling Defendants conspire to fix, raise, maintain or stabilize the prices of, or allocate markets and customers for, LCD Large Screen Panels in Canada during the Class Period?

9. Paragraphs 5 to 8 of this Order, including the certification of the BC Action as against the Settling Defendants for settlement purposes and the definition of the BC Settlement Class and

the Common Issue, is without prejudice to any position the Non-Settling Defendants have taken or may in the future take in the Proceedings, including in relation to certification, class definition, statement of common issues or any motion to amend any certification order.

10. This Order is contingent upon parallel orders being made by the Ontario Court and the Quebec Court, and the terms of this Order shall not be effective unless and until such orders are made by the Ontario Court and the Quebec Court.

Signature of lawyer for the Plaintiffs

REIDAR MOGERMAN

LG Display Co., Ltd., LG Philips LCD Co.,
Ltd., LG Display America, Inc. and LG
Philips LCD America, Inc.

KATHERINE KAY

By the Court

Registrar

SCHEDULE "D"

**COUR SUPÉRIEURE
(Action collective)**

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

N° : 200-06-000082-076

DATE : ☐ 2016

EN PRÉSENCE DE : L'HONORABLE CATHERINE LA ROSA, J.C.S.

COMMUNICATION MÉGA-SAT INC.

Demanderesse;

c.

LG PHILIPS LCD CO. LTD.

et

AL.

Intimées;

**JUGEMENT
DEMANDE POUR OBTENIR L'APPROBATION D'EXERCER UNE ACTION
COLLECTIVE AUX FINS D'APPROBATION D'UN RÈGLEMENT ET
L'AUTORISATION DE DIFFUSER UN AVIS D'AUDITION**

- [1] **ATTENDU** que les parties sont impliquées dans un litige de la nature d'une action collective;
- [2] **CONSIDÉRANT** la demande pour obtenir l'autorisation d'exercer une action collective aux fins d'approbation d'un règlement à l'amiable et pour obtenir l'autorisation de diffuser un avis d'audition ;
- [3] **VU** que les intimées qui règlent / *Settling Defendants* consentent à la demande;
- [4] **CONSIDÉRANT** les éléments de preuve produits au soutien de ladite demande, notamment, l'Entente LG :
- a) L'affidavit de monsieur Alain Fillion à titre de personne désignée représentant Communication Méga-Sat inc. souscrit le □ ;
 - b) L'affidavit de □ souscrit le □ ;
 - c) Les pièces R-□ à R-□.
- [5] **VU** les déclarations des avocats des parties et les représentations faites de part et d'autre ;
- [6] **VU** l'article 590 du *Code de procédure civile*;
- [7] **VU** que les intimées qui ne règlent pas s'en rapportent à la justice ;
- [8] Après examen, il y a lieu de faire droit à la Demande de la Demanderesse;

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

- [9] **ACCUEILLE** la présente demande;
- [10] **ORDONNE** que, pour l'application du jugement, les définitions énoncées dans l'Entente jointe au jugement comme annexe A s'appliquent et y sont incorporées par renvoi;
- [11] **AUTORISE** l'exercice d'une action collective aux fins de règlements seulement, contre les intimées qui règlent / *Settling Defendants* seulement et sous réserve des conditions de l'Entente et aux conditions énoncées dans ce jugement;
- [12] **ORDONNE** qu'aux fins de l'Entente LG, le Groupe du Québec soit défini ainsi :

« Toute (i) personne physique au Québec de même que (ii) toute personne morale de droit privé, toute société ou toute association résidant au Québec qui comptait sous sa direction ou son contrôle au plus cinquante (50) personnes liées à elle par contrat de travail et qui a acheté un Produit Écran Large ACL / LCD Large Screen Products durant la Période Visée / Class Period à l'exception des Personnes Exclues / Excluded Persons. »

- [13] **DÉSIGNE** la demanderesse Communication Méga-Sat inc. via sa personne désignée, monsieur Alain Fillion, pour les seules fins de l'Entente à titre de représentant du groupe du Québec;
- [14] **IDENTIFIE** aux seules fins de l'Entente la question commune dans cette action comme étant la suivante :
- Est-ce que les intimées qui règlent / *Settling defendants* ont comploté pour fixer, augmenter, maintenir ou stabiliser le prix de grands panneaux d'ACL ou pour se répartir les parts de marché et la clientèle de l'ACL, le tout, pendant la période visée par l'action collective?
- [15] **APPROUVE** la version détaillée de l'Avis essentiellement en la forme de l'Avis joint à l'annexe B du jugement;
- [16] **APPROUVE** la version abrégée de l'Avis essentiellement en la forme de l'Avis joint en l'annexe C du jugement;
- [17] **APPROUVE** le plan de publication des Avis essentiellement en la forme du Plan joint en l'annexe D et **ORDONNE** que les Avis soient diffusés en conformité avec le Plan de publication des Avis, les Ententes et les conditions du jugement;
- [18] **DÉCLARE** que rien dans le présent jugement ne peut lier les Intimées qui ne règlent pas / *Non-Settling Defendants* ni avoir effet de chose jugée à leur égard ou autrement affecter leurs droits, incluant leur droit de contester au fond l'application des critères de l'article 575 du *Code de procédure civile du Québec*;
- [19] **FIXE** au □ 2016, en salle □ du Palais de justice de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec, province de Québec, à compter de □, la présentation de la demande pour l'approbation des transactions;
- [20] **DÉCLARE** que le présent jugement est conditionnel à ce que des jugements au même effet soient rendus par le tribunal de l'Ontario et par celui de la Colombie-Britannique et que le présent jugement ne produira aucun effet tant que de tels jugements n'auront pas été rendus;
- [21] **LE TOUT** sans frais.

L'Honorable Catherine La Rosa, J.C.S.

SCHEDULE "E"

Court File No. 54054 CP

**ONTARIO
SUPERIOR COURT OF JUSTICE**

THE HONOURABLE)
) , the day
JUSTICE GRACE) of , 2016

B E T W E E N:

THE FANSHAWE COLLEGE OF APPLIED ARTS AND TECHNOLOGY
Plaintiff
- and -

LG PHILIPS LCD CO., LTD., L.G. PHILIPS LCD AMERICA, INC., SAMSUNG
ELECTRONICS CO. LTD., SAMSUNG ELECTRONICS CANADA INC., HITACHI LTD.,
HITACHI DISPLAYS, LTD., HITACHI CANADA, LTD., HITACHI AMERICA LTD,
HITACHI ELECTRONICS DEVICES (USA) INC., SHARP CORPORATION, SHARP
ELECTRONICS CORPORATION, SHARP ELECTRONICS OF CANADA LTD., TOSHIBA
CORPORATION, TOSHIBA MATSUSHITA DISPLAY TECHNOLOGY CO., LTD.,
TOSHIBA AMERICA CORPORATION, TOSHIBA OF CANADA LIMITED, AU
OPTRONICS CORPORATION AMERICA, CHI MEI OPTOELECTRONICS USA, INC., CHI
MEI OPTOELECTRONICS JAPAN CO., LTD., and CHUNGHWA PICTURE TUBES LTD.
Defendants

Proceeding under the *Class Proceedings Act, 1992*

**ORDER
(LG Display Settlement Approval)**

THIS MOTION, made by the Plaintiff for an Order approving the settlement agreement entered into with LG Display Co., Ltd., LG Philips LCD Co., Ltd., LG Display America, Inc. and LG Philips LCD America, Inc. (collectively, the "Settling Defendants"), was heard this day at the Courthouse, 80 Dundas Street, London, Ontario.

ON BEING ADVISED that the deadline for opting out of the Ontario Action has passed, and that one Person validly and timely exercised the right to opt-out;

AND ON BEING ADVISED that the deadline for objecting to the Settlement Agreement has passed and there have been ● objections to the Settlement Agreement;

ON READING the materials filed, including the settlement agreement dated ●, 2016 attached to this Order as Schedule “A” (the “Settlement Agreement”), and on hearing the submissions of counsel for the Plaintiff, counsel for the Settling Defendants and counsel for the Non-Settling Defendants in the Ontario Action;

AND ON BEING ADVISED that the Plaintiff and the Settling Defendants consent to this Order;

1. **THIS COURT ORDERS** that, in addition to the definitions used elsewhere in this Order, for the purposes of this Order, the definitions set out in the Settlement Agreement apply to and are incorporated into this Order.
2. **THIS COURT ORDERS** that in the event of a conflict between this Order and the Settlement Agreement, this Order shall prevail.
3. **THIS COURT ORDERS** that this Order, including the Settlement Agreement, is binding upon each Ontario Settlement Class Member including those Persons who are minors or mentally incapable and the requirements of Rules 7.04(1) and 7.08(4) of the *Rules of Civil Procedure* are dispensed with in respect of the Ontario Actions.
4. **THIS COURT ORDERS** that the Settlement Agreement is fair, reasonable and in the best interests of the Ontario Settlement Class.

5. **THIS COURT ORDERS** that the Settlement Agreement is hereby approved pursuant to s. 29 of the *Class Proceedings Act, 1992* and shall be implemented and enforced in accordance with its terms.
6. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each Ontario Settlement Class Member shall consent and shall be deemed to have consented to the dismissal as against the Releasees of any Other Actions he, she or it has commenced, without costs and with prejudice.
7. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each Other Action commenced in Ontario by any Ontario Settlement Class Member shall be and is hereby dismissed against the Releasees, without costs and with prejudice.
8. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each Releasor has released and shall be conclusively deemed to have forever and absolutely released the Releasees from the Released Claims.
9. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each Releasor shall not now or hereafter institute, continue, maintain, intervene in or assert, either directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, on their own behalf or on behalf of any class or any other Person, any proceeding, cause of action, claim or demand against any Releasee or any other Person who may claim contribution or indemnity, or other claims over relief, from any Releasee, whether pursuant to the *Negligence Act, R.S.O. 1990, c. N. 1* or other legislation or at common law or equity in respect of any Released Claim or any matter related thereto, except for the continuation of the Proceedings against the Non-Settling Defendants or named or unnamed co-conspirators that are not Releasees or, if the Proceedings are not certified or authorized with respect to the Non-Settling Defendants, the continuation of the claims asserted in the Proceedings on an individual basis or otherwise against any Non-Settling Defendant or named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee.

10. **THIS COURT ORDERS** that the use of the terms “Releasors” and “Released Claims” in this Order does not constitute a release of claims by those Ontario Settlement Class Members who are resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all tortfeasors.
11. **THIS COURT ORDERS** that, upon the Effective Date, each Ontario Settlement Class Member who is resident in any province or territory where the release of one tortfeasor is a release of all tortfeasors covenants and undertakes not to make any claim in any way nor to threaten, commence, participate in or continue any proceeding in any jurisdiction against the Releasees in respect of or in relation to the Released Claims.
12. **THIS COURT ORDERS** that all claims for contribution, indemnity or other claims over, whether asserted, unasserted or asserted in a representative capacity, inclusive of interest, taxes and costs, relating to the Released Claims, which were or could have been brought in the Proceedings or any Other Actions, or otherwise, by any Non-Settling Defendant, any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant or any other Person or party against a Releasee, or by a Releasee against any Non-Settling Defendant, any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant or any Person or party, are barred, prohibited and enjoined in accordance with the terms of this Order (unless such claim is made in respect of a claim by a Person who has validly opted-out of the Proceedings).
13. **THIS COURT ORDERS** that if this Court ultimately determines that a claim for contribution and indemnity or other claim over, whether in equity or in law, by statute or otherwise is a legally recognized claim:
 - (a) the Ontario Plaintiff and the Ontario Settlement Class Members shall not be entitled to claim or recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee that portion of any damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, interest and costs (including investigative costs

claimed pursuant to s. 36 of the *Competition Act*) that corresponds to the Proportionate Liability of the Releasees proven at trial or otherwise;

- (b) the Ontario Plaintiff and the Ontario Settlement Class Members shall limit their claims against the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to include only, and shall only seek to recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, those claims for damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, costs, and interest attributable to the aggregate of the several liability of the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to the Ontario Plaintiff and Ontario Settlement Class Members, if any, and, for greater certainty, the Ontario Settlement Class Members shall be entitled to claim and seek to recover on a joint and several basis as between the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, if permitted by law; and;
- (c) this Court shall have full authority to determine the Proportionate Liability of the Releasees at the trial or other disposition of the Ontario Action, whether or not the Releasees remain in the Ontario Action or appear at the trial or other disposition, and the Proportionate Liability of the Releasees shall be determined as if the Releasees are parties to the Ontario Action and any determination by this Court in respect of the Proportionate Liability of the Releasees shall only apply in the Ontario Action and shall not be binding on the Releasees in any other proceeding.

14. **THIS COURT ORDERS** that nothing in this Order is intended to or shall limit, restrict or affect any arguments which the Non-Settling Defendants may make regarding the reduction of any assessment of damages, restitutionary award, disgorgement of profits or judgment against them in favour of Ontario Settlement Class Members in the Ontario Action or the rights of the Ontario Plaintiff and the Ontario Settlement Class Members to oppose or resist any such arguments, except as provided for in this Order.

15. **THIS COURT ORDERS** that a Non-Settling Defendant may, on motion to this Court determined as if the Settling Defendants remained parties to the Ontario Action and on at least ten (10) days' notice to Counsel for the Settling Defendants, and not to be brought unless and until the Ontario Action against the Non-Settling Defendants has been certified and all appeals or times to appeal have been exhausted, seek orders for the following:
- (a) documentary discovery and an affidavit of documents from the Settling Defendants in accordance with the *Rules of Civil Procedure*, R.R.O. 1990, Reg. 194;
 - (b) oral discovery of a representative of the Settling Defendants, the transcript of which may be read in at trial;
 - (c) leave to serve a request to admit on the Settling Defendants in respect of factual matters; and/or
 - (d) the production of a representative of the Settling Defendants to testify at trial, with such witness to be subject to cross-examination by counsel for the Non-Settling Defendants.
16. **THIS COURT ORDERS** that the Settling Defendants retain all rights to oppose such motion(s) brought under paragraph 15. Moreover, nothing herein restricts the Settling Defendants from seeking a protective order to maintain confidentiality and protection of proprietary information in respect of documents to be produced and/or for information obtained from discovery in accordance with paragraph 15. Notwithstanding any provision in this Order, on any motion brought pursuant to paragraph 15, the Court may make such orders as to costs and other terms as it considers appropriate.
17. **THIS COURT ORDERS** that a Non-Settling Defendant may effect service of the motion(s) referred to in paragraph 15 above on the Settling Defendants by service on Counsel for the Settling Defendants.

18. **THIS COURT ORDERS** that for purposes of administration and enforcement of the Settlement Agreement and this Order, this Court will retain an ongoing supervisory role and the Settling Defendants acknowledge and attorn to the jurisdiction of this Court solely for the purpose of implementing, administering and enforcing the Settlement Agreement and this Order, and subject to the terms and conditions set out in the Settlement Agreement and this Order.
19. **THIS COURT ORDERS** that, except as provided herein, this Order does not affect any claims or causes of action that any Ontario Settlement Class Member has or may have in the Ontario Action against the Non-Settling Defendants or named or unnamed co-conspirators who are not Releasees.
20. **THIS COURT ORDERS** that no Releasee shall have any responsibility or liability whatsoever relating to the administration of the Settlement Agreement; to administration, investment, or distribution of the Trust Account; or to the Distribution Protocol.
21. **THIS COURT ORDERS** that Ontario Counsel shall hold the Settlement Amount, plus any accrued interest, in trust for the benefit of the Settlement Classes pending further orders of the Courts.
22. **THIS COURT ORDERS** that the approval of the Settlement Agreement is contingent upon approval by the BC Court and the Quebec Court, and the terms of this Order shall not be effective unless and until the Settlement Agreement is approved by the BC Court and the Quebec Court, and the BC and Quebec Actions have been dismissed with prejudice and without costs as against the Settling Defendants by the BC Court and the Quebec Court. If such orders are not secured in Quebec and British Columbia, this Order shall be null and void and without prejudice to the rights of the parties to proceed with this action and any agreement between the parties incorporated in this Order shall be deemed in any subsequent proceedings to have been made without prejudice.

23. **THIS COURT ORDERS** that this Order shall be declared null and void on subsequent motion made on notice in the event that the Settlement Agreement is terminated in accordance with its terms.
24. **THIS COURT ORDERS** that, except as aforesaid, the Ontario Action is hereby dismissed against the Settling Defendants without costs and with prejudice.

Date:

THE HONOURABLE JUSTICE GRACE

SCHEDULE "F"

No. S071569
Vancouver Registry

In the Supreme Court of British Columbia

Between:

Kristopher Gruber

Plaintiffs

and:

LG Philips LCD Co., Ltd fka LG Philips LCD Co., Ltd., LG Display America In., fka LG Philips LCD America, Inc., Samsung Electronics Co. Ltd., Samsung Electronics Canada Inc., Hitachi Canada, Ltd., Hitachi America Ltd., Hitachi Electronics Devices (USA), Inc., Epson Imaging Devices Corporation fka Sanyo Epson Imaging Devices Corporation, Sharp Corporation, Sharp Electronics Corporation, Sharp Electronics of Canada Ltd., Toshiba Corporation, Toshiba Matsushita Display Technology Co., Ltd, Toshiba America Inc., Toshiba of Canada Limited, AU Optronics Corp., AU Optronics Corporation America, Chi Mei Optoelectronics Corporation, Chi Mei Corporation, Nexgen Mediatech, Inc., Nexgen Mediatech USA, Inc., Chi Mei Optoelectronics Japan Co., Ltd, Chi Mei Optoelectronics USA, Inc., Chunghwa Picture Tubes, Ltd., and HannStar Display Corporation

Defendants

BROUGHT UNDER THE *CLASS PROCEEDINGS ACT*, R.S.B.C. 1996, c. 50

**ORDER MADE AFTER APPLICATION
LG SETTLEMENT APPROVAL**

BEFORE THE HONOURABLE JUSTICE MYERS

)
)
)

● /●/2016

ON THE APPLICATION of Plaintiffs coming on for hearing in writing (*NTD: to be confirmed*) at the Courthouse, ● (address) Vancouver, BC, on ● (date) and on hearing Reidar Mogerman for the Plaintiffs and counsel for the Settling Defendants, LG Display Co., Ltd., LG

Philips LCD Co., Ltd., LG Display America, Inc. and LG Philips LCD America, Inc (collectively, "LG"). [NTD: if being heard in writing, the references to hearing from counsel above will need to be changed to reading the materials filed by the Plaintiffs on consent of the Settling Defendants].

THIS COURT ORDERS that:

1. In addition to the definitions used elsewhere in this Order, for the purposes of this Order, the definitions set out in the Settlement Agreement dated ●, 2016, attached as Exhibit "A" to this Order, apply to and are incorporated into this Order.
2. In the event of a conflict between this Order and the Settlement Agreement, this Order shall prevail.
3. The Settlement Agreement is hereby approved pursuant to s. 35 of the *Class Proceedings Act*, R.S.B.C. 1996, c. 50 and shall be implemented and enforced in accordance with its terms.
4. This Order, including the Settlement Agreement, is binding upon each BC Settlement Class Member including those Persons who are minors or mentally incapable and the requirements of Rule 20-2 of the British Columbia *Supreme Court Civil Rules* are dispensed with in respect of the BC Action.
5. The Settlement Agreement is fair, reasonable and in the best interests of the BC Settlement Class.
6. Upon the Effective Date, each BC Settlement Class Member shall consent and shall be deemed to have consented to the dismissal as against the Releasees of any Other Actions he, she or it has commenced, without costs and with prejudice.
7. Upon the Effective Date, each Other Action commenced in British Columbia by any BC Settlement Class Member shall be and is hereby dismissed against the Releasees, without costs and with prejudice.
8. Upon the Effective Date, subject to paragraph 10, each Releasor has released and shall be conclusively deemed to have forever and absolutely released the Releasees from the Released Claims.

9. Upon the Effective Date, each Releasor shall not now or hereafter institute, continue, maintain, intervene in or assert, either directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, on their own behalf or on behalf of any class or any other Person, any proceeding, cause of action, claim or demand against any Releasee or any other Person who may claim contribution or indemnity, or other claims over relief, from any Releasee, whether pursuant to the *Negligence Act*, R.S.B.C. 1996, c. 333 or other legislation or at common law or equity in respect of any Released Claim, except for the continuation of the Proceedings against the Non-Settling Defendants or named or unnamed co-conspirators that are not Releasees or, if the Proceedings are not certified or authorized with respect to the Non-Settling Defendants, the continuation of the claims asserted in the Proceedings on an individual basis or otherwise against any Non-Settling Defendant or named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee.

10. The use of the terms “Releasors” and “Released Claims” in this Order does not constitute a release of claims by BC Settlement Class Members. Instead, each BC Settlement Class Member is deemed to covenant and undertake not to make any claim in any way nor to threaten, commence, participate in or continue any proceeding in any jurisdiction against the Releasees in respect of or in relation to the Released Claims.

11. Upon the Effective Date, each BC Settlement Class Member covenants and undertakes not to make any claim in any way nor to threaten, commence, participate in or continue any proceeding in any jurisdiction against the Releasees in respect of or in relation to the Released Claims.

12. All claims for contribution, indemnity or other claims over, whether asserted, unasserted or asserted in a representative capacity, inclusive of interest, taxes and costs, relating to the Released Claims, which were or could have been brought in the Proceedings or any Other Actions, or otherwise, by any Non-Settling Defendant, any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant or any other Person or party against a Releasee, or by a Releasee against any Non-Settling Defendant, any named or unnamed co-conspirator that is not a Releasee, any Settled Defendant or any Person or party, are barred, prohibited and enjoined in accordance with the terms of this Order (unless such claim is made in respect of a claim by a Person who has validly opted-out of the Proceedings).

13. If this Court ultimately determines that a claim for contribution and indemnity or other claim over, whether in equity or in law, by statute or otherwise is a legally recognized claim:

- (a) the Plaintiffs and the BC Settlement Class Members shall not be entitled to claim or recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee that portion of any damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, interest and costs (including investigative costs claimed pursuant to s. 36 of the *Competition Act*) that corresponds to the Proportionate Liability of the Releasees proven at trial or otherwise;
- (b) the Plaintiffs and the BC Settlement Class Members shall limit their claims against the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to include only, and shall only seek to recover from the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, those claims for damages (including punitive damages, if any), restitutionary award, disgorgement of profits, costs, and interest attributable to the aggregate of the several liability of the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee to the Plaintiffs and BC Settlement Class Members, if any, and, for greater certainty, the BC Settlement Class Members shall be entitled to claim and seek to recover on a joint and several basis as between the Non-Settling Defendants and/or named or unnamed co-conspirators and/or any other Person or party that is not a Releasee, if permitted by law; and
- (c) this Court shall have full authority to determine the Proportionate Liability of the Releasees at the trial or other disposition of the BC Action, whether or not the Releasees remain in the BC Action or appear at the trial or other disposition, and the Proportionate Liability of the Releasees shall be determined as if the Releasees are parties to the BC Action and any determination by this Court in

respect of the Proportionate Liability of the Releasees shall only apply in the BC Action and shall not be binding on the Releasees in any other proceeding.

14. Nothing in this Order is intended to or shall limit, restrict or affect any arguments which the Non-Settling Defendants may make regarding the reduction of any assessment of damages, restitutionary award, disgorgement of profits or judgment against them in favour of BC Settlement Class Members in the BC Action or the rights of the Plaintiffs and the BC Settlement Class Members to oppose or resist any such arguments, except as provided for in this Order.

15. A Non-Settling Defendant may, on application to this Court determined as if the Settling Defendants remained party to the BC Action and on at least ten (10) days' notice to Counsel for the Settling Defendants, and not to be brought unless and until the BC Action against the Non-Settling Defendants has been certified and all appeals or times to appeal have been exhausted, seek orders for the following:

- (a) documentary discovery and an affidavit of documents from the Settling Defendants in accordance with the British Columbia Civil Rules of Court;
- (b) oral discovery of a representative of the Settling Defendants, the transcript of which may be read in at trial;
- (c) leave to serve a request to admit on the Settling Defendants in respect of factual matters; and/or
- (d) the production of a representative of the Settling Defendants to testify at trial, with such witness to be subject to cross-examination by counsel for the Non-Settling Defendants.

16. The Settling Defendants retain all rights to oppose such application(s) brought under paragraph 15. Moreover, nothing herein restricts the Settling Defendants from seeking a protective order to maintain confidentiality and protection of proprietary information in respect of documents to be produced and/or for information obtained from discovery in accordance with paragraph 15. Notwithstanding any provision in this Order, on any motion brought pursuant to

paragraph 15, the Court may make such orders as to costs and other terms as it considers appropriate.

17. A Non-Settling Defendant may effect service of the application(s) referred to in paragraph 15 above by service on Counsel for the Settling Defendants.

18. For purposes of administration and enforcement of the Settlement Agreement and this Order, this Court will retain an ongoing supervisory role and the Settling Defendants attorn to the jurisdiction of this Court solely for the purpose of implementing, administering and enforcing the Settlement Agreement and this Order, and subject to the terms and conditions set out in the Settlement Agreement and this Order.

19. Except as provided herein, this Order does not affect any claims or causes of action that any BC Settlement Class Member has or may have in the BC Action against the Non-Settling Defendants or named or unnamed co-conspirators who are not Releasees.

20. No Releasee shall have any responsibility or liability whatsoever relating to the administration of the Settlement Agreement; to administration, investment, or distribution of the Trust Account; or to the Distribution Protocol.

21. Ontario Counsel shall hold the Settlement Amount, plus any accrued interest, in trust for the benefit of the Settlement Classes pending further orders of the Courts.

22. The approval of the Settlement Agreement is contingent upon approval by the Ontario Court and the Quebec Court, and the terms of this Order shall not be effective unless and until the Settlement Agreement is approved by the Ontario Court and the Quebec Court, and the Ontario Action has been dismissed with prejudice and without costs as against the Settling Defendants and the Parties have signed and filed a declaration of settlement out of court with the Quebec Court. If such orders are not secured in Ontario and Quebec, this Order shall be null and void and without prejudice to the rights of the Parties to proceed with this action and any agreement between the parties incorporated in this Order shall be deemed in any subsequent proceedings to have been made without prejudice.

23. This Order shall be declared null and void on subsequent application made on notice in the event that the Settlement Agreement is terminated in accordance with its terms.

24. Except as aforesaid, the BC Action is hereby dismissed against the Settling Defendants without costs and with prejudice.

25. Endorsement of this Order by the Non-Settling Defendants is dispensed with.

THE FOLLOWING PARTIES APPROVE THE FORM OF THIS ORDER AND CONSENT TO EACH OF THE ORDERS, IF ANY, THAT ARE INDICATED ABOVE AS BEING BY CONSENT:

Signature of lawyer for the Plaintiffs

REIDAR MOGERMAN

LG Display Co., Ltd., LG Philips LCD Co., Ltd., LG Display America, Inc. and LG Philips LCD America, Inc.

KATHERINE KAY

By the Court

Registrar

SCHEDULE "G"

COUR SUPÉRIEURE
(Action collective)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

N° : 200-06-000082-076

DATE : 2016

EN PRÉSENCE DE : L'HONORABLE CATHERINE LA ROSA, J.C.S.

COMMUNICATION MÉGA-SAT INC.

Demanderesse;

c.

LG PHILIPS LCD CO. LTD.

et

AL.

Intimées;

JUGEMENT
DEMANDE POUR OBTENIR L'APPROBATION
DE L'ENTENTE CONCLUE AVEC LES ENTITÉS LG

- [1] La demanderesse Communication Méga-Sat inc. requière l'approbation de l'entente intervenue avec les intimées LG Display Co, Ltd., LG Philips LCD Co, Ltd., LG Display America, inc. et LG Philips LCD America inc. (ci-après « LG ») ;
- [2] **CONSIDÉRANT** la demande présentée ce jour pour obtenir l'approbation de l'entente de règlement ;
- [3] **CONSIDÉRANT** les éléments de preuve produits au soutien de ladite demande, notamment :
- d) L'Entente LG produite au dossier sous la côte R-□ ;
 - e) L'affidavit de monsieur Alain Fillion à titre de personne désignée représentant Communication Méga-Sat inc., souscrit le □ ;
 - f) L'affidavit de Me □ souscrit le □ et ses annexes □ ;
 - g) Les pièces produites au dossier de la Cour.
- [4] **VU** les représentations des procureurs du Groupe du Québec et les représentations des procureurs de LG ;
- [5] **VU** que les intimées qui ne règlent pas s'en rapportent à la justice ;
- [6] **VU** l'article 590 du *Code de procédure civile*;
- [7] **CONSIDÉRANT** que :
- a) L'Entente LG concerne des litiges en cours d'instance au Canada;
 - b) Le règlement proposé est conditionnel à ce que chacun des Tribunaux canadiens, tel que défini dans l'Entente, donne leur approbation finale à l'Entente LG;

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

- [8] **ACCUEILLE** la présente demande;
- [9] **DÉCLARE** que les définitions figurant dans l'Entente LG sont utilisées dans ce jugement et que, par conséquent, elles sont réputées en faire partie intégrante;
- [10] **DÉCLARE** que dans l'éventualité d'un conflit entre le présent jugement et l'Entente de règlement, le présent jugement aura préséance;
- [11] **DÉCLARE** que l'Entente LG est valable, équitable, raisonnable dans le meilleur intérêt des membres du Groupe de règlement du Québec et constitue une transaction au sens de l'article 2632 du *Code civil du Québec*;

- [12] **APPROUVE** l'Entente LG, conformément à l'article 590 du *Code de procédure civile* et **DÉCLARE** qu'elle doit être mise en œuvre selon ses termes, sous réserve des termes de ce jugement ainsi que des jugements rendus par les Tribunaux de l'Ontario et de la Colombie-Britannique dans le cadre des affaires suivantes :
- *Kristopher Gruber V. LG Philips LCD Co. Ltd. et Al., Cour suprême de la Colombie-Britannique, registre de Vancouver, dossier No S-071569; et*
 - *The Fanshawe College of Applied Arts and Technology V. LG Philips LCD Co. Ltd. et Al., Cour supérieure de justice de l'Ontario, dossier No 54054CP;*
- [13] **DÉCLARE** que l'Entente LG qui est jointe à ce jugement dans son intégralité, y compris son préambule, ses définitions, ses appendices et addendas font partie intégrante de ce jugement, liant toutes les parties et tous les membres qui y sont décrits;
- [14] **ORDONNE** et **DÉCLARE** que ce jugement, y compris l'Entente LG, lie chaque membre du Groupe de règlement du Québec qui ne s'est pas valablement exclu du Groupe;
- [15] **ORDONNE** et **DÉCLARE** que chaque Partie donnant quittance / *Releasor* qui ne s'est pas valablement exclue du Groupe a donné quittance et est considérée avoir donné une quittance complète, générale et finale aux Parties quittancées / *Releasees* eu égard aux Réclamations quittancées / *Released Claims*;
- [16] **DÉCLARE** que chaque Partie donnant quittance / *Releasor* qui ne s'est pas valablement exclue du Groupe ne pourra directement ou indirectement, au Canada ou ailleurs, pour son propre compte ou pour le compte de tout Groupe ou toute autre personne tenter, continuer, maintenir ou faire valoir toute poursuite, action, cause d'action, réclamation ou demande contre l'une ou l'autre des Parties quittancées / *Releasees* en rapport avec les Réclamations quittancées / *Released Claims* ou toute autre matière y étant reliée, à l'exception de la poursuite des procédures contre les Intimées non parties à l'Entente LG ou tout autre co-conspirateur désigné dans les procédures;
- [17] **ORDONNE** et **DÉCLARE** qu'à l'arrivée de la Date d'entrée en vigueur / *Effective Date* chaque Partie quittancée / *Releasees* aura donné quittance et sera réputée, de manière concluante, avoir donné quittance complète et pour toujours à chacune des autres Parties quittancées / *Releasees* à l'égard de toutes les réclamations pour contribution et dédommagement eu égard aux Réclamations quittancées / *Released Claims*;
- [18] **DÉCLARE** que par l'Entente LG, la demanderesse et les membres du Groupe de règlement du Québec renoncent expressément aux bénéfices de la solidarité envers les Intimées qui ne participent pas à l'Entente LG, eu égard aux faits et gestes de LG;
- [19] **DÉCLARE** que la demanderesse et les membres du Groupe de règlement du Québec ne pourront dorénavant réclamer et obtenir que les dommages, y incluant les dommages

punitifs, attribuables aux ventes et agissements des Intimées qui ne participent pas à l'Entente LG;

- [20] **DÉCLARE** que tout recours en garantie ou autre mise en cause pour obtenir une contribution ou une indemnité de LG, ou se rapportant aux Réclamations quittancées / Released Claims est irrecevable et non avenu dans le cadre des procédures;
- [21] **DÉCLARE** que les droits des Intimées non parties à l'Entente LG d'interroger l'Intimée LG seront régis par les règles du *Code de procédure civile*;
- [22] **DÉCLARE** que les Intimées non parties à l'Entente LG pourront valablement signifier toute procédure pouvant être requise pour faire valoir les droits aux paragraphes qui précèdent à LG en signifiant telle procédure aux procureurs à *ad litem* de cette Partie, comme il est identifié dans ce jugement;
- [23] **DÉCLARE** que cette Cour conservera un rôle de surveillance continue aux fins d'exécution de ce jugement et **CONSTATE** que les Intimées parties à l'Entente LG reconnaissent la compétence de cette Cour de ces fins;
- [24] **ORDONNE** que toute somme composant le Fonds de l'Entente / *Settlement Amount* soit détenue en fidéicommiss par les procureurs du Groupe de l'Ontario au bénéfice du Groupe Partie à l'Entente LG, jusqu'à ce qu'un jugement soit rendu par cette Cour, à la suite de la présentation d'une demande présentée à cet effet, après avoir été notifiée aux Intimées;
- [25] **DÉCLARE** que les Parties quittancées / *Releasees* n'ont aucune responsabilité ni implication quant à l'administration de l'Entente LG y compris dans la gestion, le placement ou la distribution de la somme composant le Fonds de l'Entente / *Settlement Amount*;
- [26] **DÉCLARE** que rien dans ce jugement ne peut lier les Intimées qui ne sont pas parties à l'Entente LG ni avoir ni avoir effet de chose jugée à leur égard ou autrement affecter leurs droits, incluant leur droit de contester au mérite l'application des critères de l'article 575 du *Code de procédure civile du Québec*;
- [27] **DÉCLARE** que l'approbation de l'Entente LG est sous réserve de l'approbation de l'Entente par les Cours de l'Ontario et de la Colombie-Britannique et que le jugement à venir ne serait effectif qu'au moment où les Cours de l'Ontario et la Colombie-Britannique auront approuvé l'Entente LG;
- [28] **DÉCLARE** que le présent jugement ne sera effectif qu'au moment où l'action de la Colombie-Britannique et celle de l'Ontario auront été rejetées avec préjudice et sans frais. Si aucun jugement en ce sens n'a été obtenu en Ontario et en Colombie-Britannique, le présent jugement devra être déclaré nul, non avenu et sans préjudice du droit des Parties de procéder avec la présente action. Toute Entente entre les Parties comprise dans le présent jugement devra être déclarée être faite sans préjudice;

- [29] **DÉCLARE** que le présent jugement devra être déclaré nul et non avenu, suivant une demande déposée à cet effet, dans l'éventualité où l'Entente LG est résiliée suivant ses termes;
- [30] **DÉCLARE** réglé hors Cour le recours à l'encontre des Parties quittancées / *Releasees*;
- [31] **LE TOUT** sans frais.

L'Honorable Catherine La Rosa, J.C.S.